



ILS OUVRENT UNE BRÈCHE DANS LA LOI TRAVAIL. UN ENCOURAGEMENT À POURSUIVRE ET ÉLARGIR LE MOUVEMENT. P. 8

Charly Triballeau/AFIP

LUNDI 23 MAI 2016 | N° 21928 | 1,90 € **l'Humanité.fr**

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Silence, Erdogan tue la démocratie turque

Valérie Pécresse veut (encore plus) faire baver la jeunesse

ÎLE-DE-FRANCE La proposition de tests salivaires imposés aux lycéens incarne une volonté politique de chasse aux jeunes. **P. 14**

Netanyahou, au-delà de l'extrême

ISRAËL Le premier ministre ultra a choisi de renouer avec l'extrémiste de droite Lieberman. Une fuite en avant encore permise par la passivité internationale. **P. 16**

Nicolas Mahut rêve d'un tennis plus varié

ROLAND-GARROS Entretien avec le numéro deux mondial en double. **P. 17**



Stan Honda/AFP

Le calendrier diplomatique offre parfois des coïncidences teintées de cynisme. Alors que soixante-dix chefs d'État et de gouvernement, dont la chancelière allemande Angela Merkel, défilent aujourd'hui même sur le tapis rouge stambouliote pour assister au premier « sommet humanitaire international » organisé par les Nations unies, la Turquie est le théâtre d'une des pires régressions démocratiques de son histoire moderne. Vendredi, une loi controversée sur la levée provisoire de l'immunité parlementaire a été adoptée par 376 voix sur 550, soit seulement 9 de plus que le total requis pour l'adoption du texte. « *Un vote historique pour la Turquie* », s'est aussitôt félicité le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui possède désormais tous les outils pour réaliser son rêve autocrate. Cinquante et un des cinquante-neuf députés du parti d'opposition de gauche HDP (Parti démocratique des peuples) peuvent être convoqués par la justice turque d'une minute à l'autre, parce qu'accusés de soutenir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré comme une organisation terroriste.

L'« ordre » par la violence et la corruption

Ces élus gênants paient pour avoir brisé net le rêve du maître d'Ankara voilà près d'un an. Lors des élections législatives de juin 2015, le HDP de Selahattin Demirtas crée en effet la surprise. Le parti de gauche

**51 DÉPUTÉS
DU HDP SONT
MENACÉS. GUÈRE
D'ÉMOTION DU
CÔTÉ DES 70 ÉTATS
QUI ONT RENDEZ-
VOUS À ISTANBUL
CE LUNDI.**

recueille 13 % des voix et envoie à l'Assemblée quelque quatre-vingts députés issus des régions kurdes. Un délit de démocratie que le reis (chef) ne pardonnera pas. Depuis lors, Recep Tayyip Erdogan n'a eu de cesse de ramener l'« *ordre démocratique* » tel qu'il l'entend. C'est-à-dire par la violence et la corruption. Le 20 juillet 2015, un événement donne les coudées franches à l'autocrate. À Suruc, dans le Kurdistan turc, à la frontière avec la Syrie, 300 volontaires de la Fédération des associations de jeunes socialistes se réunissent en vue de reconstruire la ville syrienne de Kobané, symbole de la résistance héroïque des Kurdes face à l'État islamique. Mais à la mi-journée, un kamikaze se fait exploser, faisant 33 morts et une centaine de blessés. Le pouvoir, qui joue depuis plusieurs mois un rôle ambigu avec Daech, condamne l'attentat du bout des lèvres. Le Kurdistan turc s'enflamme quelques mois seulement après un accord de cessez-le-feu historique passé entre le parti d'Abdullah Öcalan et l'AKP. Des heurts interviennent en août 2015 entre forces de l'ordre et militants du PKK dans la région de Diyarbakir et replongent le pays dans un conflit civil qui, depuis 1984, a fait plus de 40 000 morts et 2 millions de déplacés. Du pain béni pour la stratégie du pire et de la peur sur laquelle Erdogan mise pour reprendre sa marche en avant vers le pouvoir absolu. **...**

Lire la suite de notre article page 4

DÉBATS & CONTROVERSES P. 12

Lanceurs d'alerte: quels droits citoyens inventer?



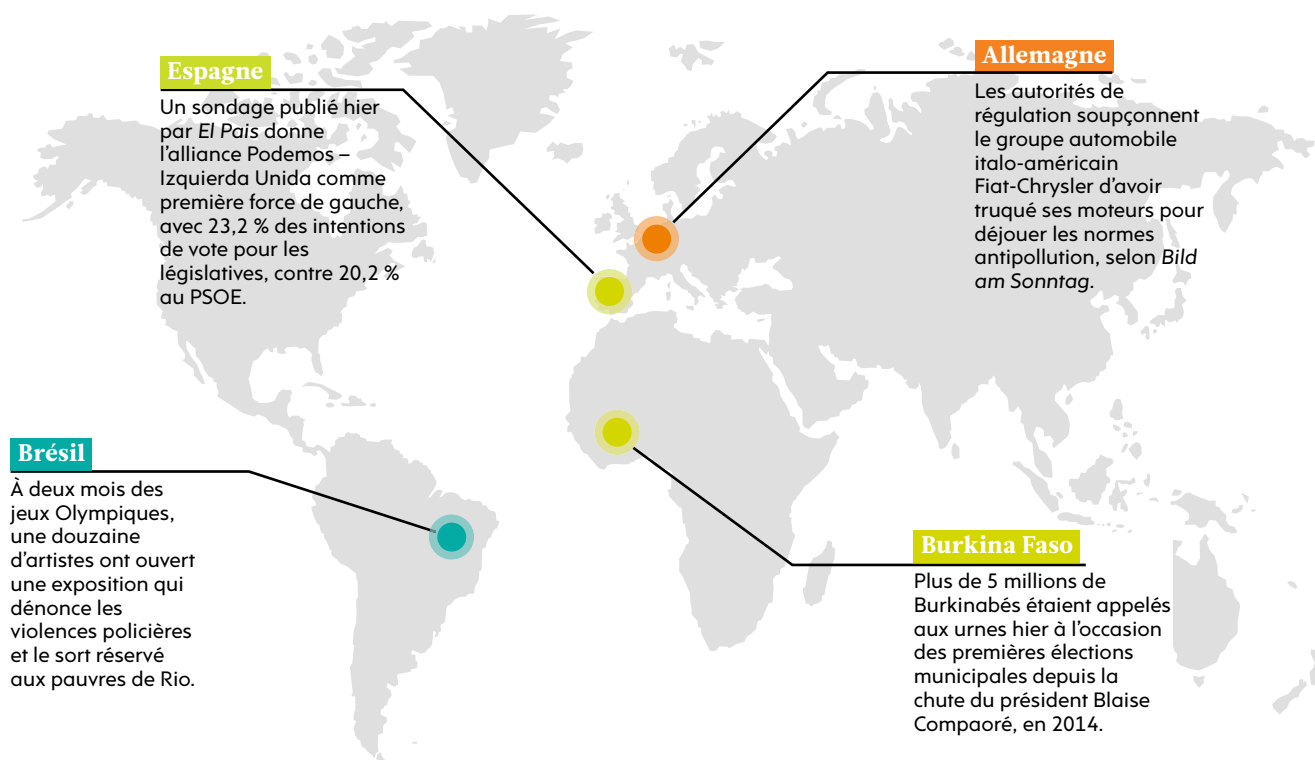
Géographie de l'humanité



« Laissez au Parlement une action infinie de législation toujours plus communiste, et préparez les foyers de chaleur d'où la force vive ira l'actionner. » Jean Jaurès, 1905.

NOS POINTS CHAUDS

POLITIQUE CULTURE ENVIRONNEMENT



L'actualité sur l'Humanité.fr

UBÉRISATION

La tentative des patrons d'Uber de s'offrir une virginité en participant à des opérations en faveur de l'emploi dans les banlieues semble fonctionner, à lire les comptes rendus élogieux qu'en font certains médias oubliant (volontairement?) l'absence de protection et de droits sociaux des chauffeurs qui vendent leurs services via la plateforme, où les dirigeants d'Uber exercent leur métier à la manière des proxénètes en répartissant le travail, souvent à la tête du client, chacun étant noté sur ses performances. En effet, le donneur d'ordres prélève systématiquement sa dîme et peut discriminer certains de ses autoentrepreneurs pour en favoriser d'autres dans de nouveaux métiers qui ne sont généralement pas créateurs de valeur ajoutée. Cela revient à partager de manière toujours plus injuste un gâteau dont la taille n'augmente pas tandis que la part des parasites qui organisent l'exploitation des gens sous leur dépendance ne cesse de grossir.

Messages d'Humanité

— les lecteurs ont la parole —

09 52 12 35 75*

ÉDUCATION

Une « école des réfugiés » à Paris

Des bénévoles ouvriront, mi-juin à Paris, l'école des réfugiés. Le concept est simple : des classes de dix élèves, dix heures de cours par semaine données par un enseignant unique pendant seize semaines, afin de passer un « niveau » du diplôme de français langue étrangère (FLE). Le projet, baptisé Thot comme le dieu égyptien du savoir, peut aussi se lire comme l'acronyme de « Transmettre un horizon à tous », la langue étant le sésame indispensable mais aride pour des migrants arabophones ou persophones non diplômés.

PROTECTION

Des rapaces sous vidéosurveillance

L'Office national des forêts va bientôt installer une caméra au-dessus d'un nid de balbuzards pêcheurs pour permettre d'observer de près ce rapace rare qui niche surtout en forêt d'Orléans. Les images seront visibles par le grand public depuis un observatoire et seront exploitées par les scientifiques. « Nous allons pouvoir voir de près ce rapace difficile à observer dans la nature, sans pour autant mettre en péril l'espèce qui reste très fragile », salue la directrice de l'agence Centre-Val de Loire de l'ONF.

POLLUTION

Los Angeles en métro contre les bouchons

La prolongation tant attendue du métro de Los Angeles pour relier le centre-ville à la plage de Santa Monica a été inaugurée vendredi. Cette nouvelle portion de la ligne Expo, d'une longueur de 10,6 km, a coûté 1,5 milliard de dollars. La plage de Santa Monica n'était plus accessible par réseau ferroviaire depuis la disparition des tramways électriques dans les années 1950. Los Angeles est la ville la plus congestionnée des États-Unis. Les conducteurs ont passé en moyenne 81 heures à patienter dans des embouteillages en 2015.

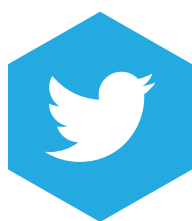
BONNE NOUVELLE
MAUVAISE NOUVELLE

LES
AUTORITÉS
DE L'ALBERTA ONT
AUTORISÉ LES EMPLOYÉS
DE CERTAINS SITES
D'EXTRACTION PÉTROLIÈRE
À RETOURNER SUR LEUR
LIEU DE TRAVAIL, SIGNE
DE L'AFFAIBLISSEMENT DE
L'INCENDIE QUI A RAVAGÉ
500 000 HECTARES...

...L'EXTRACTION
FORTEMENT POLLUANTE
DE CE PÉTROLE NON
CONVENTIONNEL
POURRAIT DONC
REPRENDRE. L'ALBERTA
POSSÈDE LA TROISIÈME
RÉSERVE MONDIALE
DE CE BITUME DENSE
ET VISQUEUX.

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale) 01 49 22 74 53 (annonces classées) 01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction; Silvere Magnon, secrétaire général et co-directeur de la publication; Frédéric Borie, directeur administratif et financier.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin, président.
Actionnaires principaux : l'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression : POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du jeudi 19 mai 2016 : 51 692 exemplaires.



Nuit Debout Paris @nuitdeboutparis :
#Monsanto coupable d'écocide, tous debout contre les empoisonneurs !



Bruno Arbesu


ÉDITORIAL
 Par Paule Masson

Touché au cœur

Tony Hautbois, secrétaire général de la fédération des ports et docks CGT. Depuis début mars, aucune manœuvre, aucune tentative de division, pas même l'intolérable répression, ne sont parvenus à faire taire le rejet de ce projet. Les coups pleuvent pourtant. Mais, en dépit de tous les pronostics, le mouvement dure. Il continue de s'installer dans le temps avec l'organisation d'une marche nationale à Paris le 14 juin. En dépit de toutes les carica-

tures qui le figent dans le corset du passé, il se renouvelle. Un front faiblit, un autre surgit. Une manifestation moins fournie laisse place deux jours plus tard à un cortège rempli. Une Nuit debout désaffectée en semaine donne à voir une place de la République pleine le week-end. **Dans ce tempo contestataire, une multitude de militantismes se croisent** et reconstruisent des espaces collectifs que le dessèchement de la démocratie tarit. François Hollande, Manuel Valls, une grande partie de la social-démocratie et toutes les droites exaltent une société de l'ordre face à des citoyens qui réclament une société de droits. Sourd à cette aspiration qui tisse sa toile, le gouvernement s'enferme dans l'impasse autoritaire. Valls a beau fanfaronner « *nous maîtrisons la situation* ». Pas si sûr... ●

Les routiers ont atteint la loi El Khomri en son cœur. L'inversion de la hiérarchie des normes ne va pas s'appliquer sur le paiement de leurs heures supplémentaires. La majoration de 25 % reste un minimum. Un accord de branche ou d'entreprise ne pourra y déroger. Jusqu'à présent, les concessions gouvernementales, aux jeunes notamment, n'avaient pas concerné le réacteur du projet. C'est fait. Et si les routiers ont réussi, alors, la perspective de gagner plus globalement le retrait du projet de loi travail reprend de la consistance. « *On ne lâchera pas* », a promis samedi le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Loïn de calmer les esprits, la brèche qui s'ouvre semble plutôt creuser le sillon de la rébellion. Cette semaine, « *l'activité sera à zéro dans la plupart des ports* », prévient

Les photos de famille sont parfois bien troublantes. Sur le cliché officiel de gauche, Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, écartée du pouvoir au terme d'intrigues politico-véreuses, est accompagnée de femmes et d'hommes, de Noirs ou encore de métis qui composaient hier encore son exécutif. Sur l'instantané de droite, Michel Temer, le chef de l'État intérimaire par la grâce d'un coup d'État institutionnel, est entouré de costards cravates portant bien et de la Haute, il va sans dire. Dans le clan, aucune femme. Dans l'album familial, il faut remonter à 1974 pour retrouver pareil cliché. À l'époque, le pays continent se débattait contre la dictature... Le patriarche Michel Temer, ex-allié du Parti des travailleurs (PT - gauche au pouvoir) figure au centre. Il agit désormais au grand jour après deux ans de sombres machinations pour parvenir aux plus hautes sphères du pouvoir. Cet expert en roublardises politiciennes a le bras long, et des amitiés solides. Il est certes sous le coup d'un procès de destitution, celui-là même qui juge actuellement Dilma Rousseff au titre d'erreurs comptables. Mais c'est en chef de tribu de la réaction qu'il s'impose, après avoir travaillé en sous-main pour la CIA en révélant des informations « *sensibles et seulement d'usage officiel* » alors qu'il occupait la présidence du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB).

BRÉSIL

Le gang de Michel Temer

Celui qui a œuvré au coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff prend la tête d'un exécutif ultraréactionnaire.



À BRASÍLIA LE 12 MAI. MICHEL TEMER, ENTOURÉ DE SA GARDE RAPPROCHÉE, SIGNE SA NOMINATION COMME PRÉSIDENT INTÉRIUMAIRE, APRÈS LE COUP D'ÉTAT MENÉ CONTRE DILMA ROUSSEFF. PHOTO AFP

Sept de ses ministres sont accusés de corruption...

Sous son ère, la corruption n'est plus un vilain crime : sept de ses ministres, qui occupent les maroquins de l'Éducation et de la Culture, de la Défense ou encore de la Santé sont cités dans le cadre de l'enquête Lava Jato (lavage express), concernant les détournements de fonds publics et autres pots-de-vin liés à Petrobras, l'entreprise nationale pétrolière. Deux d'entre eux, Romero Juca, à la Planification, et Henrique Alves, au Tourisme, sont plus que pistés par la justice. Mais Michel Temer n'est pas homme à faire dans le détail. Au ministère de la Justice, il a placé Alexandre de Moraes. Cet ancien avocat d'Eduardo Cunha, l'ex-président de la chambre des députés, initiateur du putsch contre Dilma Rousseff et depuis écarté du pouvoir pour... corruption, a été responsable de la sécurité à São Paulo. Sous son mandat, les violences policières ont fait augmenter de 70 % le nombre de morts. Les droits de l'homme, dont le secrétariat lui a été confié, peuvent commen-

cer à pâlir : à ses yeux, les mouvements de soutien à la présidente de gauche sont une « *guérilla* ». Dans la fratrie, il collaborera avec Sergio Etchegoyen, général en exercice propulsé à la Sécurité institutionnelle. En 2014, il avait qualifié le rapport de la Commission nationale de vérité, chargée d'enquêter sur les crimes perpétrés durant la dictature, « *d'inconsidéré* ». Son père, Leo Guedes Etchegoyen, y figurait à la ligne des

auteurs de violations des droits de l'homme... Les évangéliques et néo-pentecôtistes ne sont pas non plus en retrait sur l'image officielle. Ricardo Barros ne s'est pas privé de dire que le gouvernement ne pouvait plus assurer l'accès universel des droits à la santé, préférant les assurances privées au Système unique de santé (SUS). Un juste retour d'ascenseur : sa campagne électorale n'a-t-elle pas été financée par

un fonds privé ? Quant à l'Éducation, José Mendonça Bezerra Filho, dont le Parti démocrate (droite) a tiré à boulets rouges contre la politique des quotas (sociaux et raciaux favorisant l'accès des Noirs et des pauvres à l'université), souhaite tailler dans le Programme université pour tous (ProUni), un système d'allocation de bourses d'études intégrales. Sitôt nommé au ministère de la Ville, Bruno Araújo, du Parti de la social-démocratie brésilienne (droite) et dont le nom est évoqué dans l'opération Lava Jato, a annulé l'attribution de 11 250 unités de « *Minha casa, minha vida* » (« *Ma vie, ma maison* », programme favorisant l'accès à un logement social) que Dilma Rousseff avait octroyé avant sa mise à l'écart de force. La « *Bourse famille* » est elle aussi dans le collimateur d'Osmar Terra. À la tête du ministère du Développement social et agraire, il estime que cette aide ne peut être accordée « *à vie* ». Le tableau ne saurait être complet sans le millionnaire Blairo Maggi, lui aussi dans les petits papiers de Lava Jato. Considéré comme l'un des plus importants magnats du soja au monde, il a pris les rênes du ministère de l'Agriculture au détriment de l'agriculture familiale. L'ancien président de la banque de Boston, Henrique Meirelles, a été nommé à l'Éco-

Cet expert en roublardises politiciennes a le bras long, et des amitiés solides.

nomie. La huitième puissance mondiale aura également pour représentant José Serra. Désormais ministre des Affaires étrangères, il ne cache pas son aversion pour les pays voisins aux gouvernements de gauche, tout en flattant Washington. Faut-il y voir un lien de cause à effet lorsque sur un plateau de télévision il a qualifié son pays d'« *États-Unis (sic) du Brésil* » avant d'être interpellé par le présentateur du programme qui lui a rappelé que le Brésil était (encore) « *une république fédérative* » ? Quant au ministère de la Culture, s'il n'y avait pas eu les hommes et les femmes de lettres, les voix de Caetano Veloso, Chico Buarque, Gilberto Gil, il aurait fini hors-cadre, relégué au rang de secrétariat d'État. À peine dévoilées, certaines photos paraissent vieilles, très vieilles. ●

L'événement

TURQUIE

Erdogan se dégage le chemin vers l'autocratie

Un an après avoir perdu la main lors des législatives de juin 2015, le président turc, à force de pression militaire, sociale et politique, a repris sa marche vers le pouvoir absolu. Avec la levée de l'immunité parlementaire adoptée vendredi, la présidentialisation du régime se profile.

... Suite de la page une

Le pouvoir instrumentalise la situation, et une campagne de propagande antiterroriste est mise en place en renvoyant dos à dos « l'État islamique » et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré par Ankara mais aussi Washington et Bruxelles comme une organisation terroriste. Fort d'appuis diplomatiques sourds, aveugles et muets, Erdogan intensifie la guerre civile, qui s'installe dans les territoires kurdes, faisant des milliers de morts – dont plusieurs centaines de civils –, puis sur le terrain politique et social où la peur règne, jusqu'aux élections de novembre. Des journalistes sont arrêtés, des dizaines de bureaux du HDP sont détruits, des violences physiques et les menaces s'accumulent. Dans ce contexte de terreur d'État, l'AKP regagne des voix aux élections (317) pendant que le HDP en perd (59 députés). Mais la catastrophe sur laquelle le pouvoir avait mise n'a pas lieu. Le HDP reste une force politique gênante.

Recep Tayyip Erdogan accentue alors la pression. L'intimidation gagne les autres régions de la Turquie. Tout ce qui réfléchit, pense, écrit, est pris pour cible. « Les terroristes ne sont pas seulement ceux qui brandissent des armes mais aussi ceux qui ont des stylos à la main », s'insurge le chef de l'AKP (Parti de la justice et du développement). Des journalistes sont arrêtés. Les avocats menacés. Tahir Elçi, le bâtonnier de Diyarbakir, est assassiné lors d'une conférence de presse. Les députés du HDP sont menacés quasi quotidiennement. Recep Tayyip Erdogan a une vision toute personnelle des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Les journalistes d'opposition Can Dündar et Erdem Gül, du quotidien *Cumhuriyet* poursuivis pour trahison de secret d'État après avoir publié une vidéo montrant une livraison d'armes par les services secrets

turcs à des membres de Daesh ont été tous les deux condamnés à six ans de prison de ferme. Mais cela ne suffit pas. Le président turc impose à son parti un projet de loi visant à la levée de l'immunité parlementaire.

La stratégie est claire : n'arrivant pas à se débarrasser des députés de l'opposition par les urnes, faire en sorte de les éliminer au sein même du Parlement par un tour de passe-passe législatif. Cette levée de l'immunité qui a été adoptée vendredi dernier vise en effet les députés sous le coup d'une condamnation. Cette loi permettra aux tribunaux par effet rétroactif de convoquer les justiciables et de les envoyer en prison. Une volonté d'enfermer qui tourne à l'obsession : si les députés du HDP encourent entre un an et dix ans de prison, certains de leurs possibles défenseurs sont eux aussi en danger. En mars dernier, 9 avocats ont été appréhendés par la justice turque pour avoir voulu défendre 46 de leurs collègues eux-mêmes poursuivis pour avoir conseillé Abdullah Öcalan, le fondateur et maître à penser du PKK ! Alors certes, des politiques se sont déjà retrouvés dans cette situation en Turquie. En 1994, Leyla Zana, actuelle députée du HDP, avait été condamnée à dix ans de prison.

L'intronisation de son fidèle ami, Binali Yildirim, pour le sécuriser

Mais, cette fois-ci, le danger semble plus général et cette purge par la loi pourrait annoncer l'avènement d'un régime autocratique très dangereux. Ce qui semble étonner certaines personnes comme Angela Merkel qui avait hier dimanche, à la veille de sa rencontre programmée avec le chef de l'État turc en marge du premier sommet humanitaire international, « ressentir de vives pré-

LA TURQUIE ET L'EUROPE

Le nouveau premier ministre turc, Binali Yildirim, a exhorté hier l'Union européenne à « mettre un terme à la confusion » sur l'adhésion d'Ankara à l'Europe, au point mort depuis 1987. « Il est temps de savoir ce que pense l'UE au sujet de la Turquie », a-t-il demandé.

5 %

C'est la perte de valeur de la livre turque par rapport au dollar au cours du mois dernier en raison des tensions politiques.



ERDOGAN EST L'« ARCHITECTE DE LA TURQUIE ILLUMINÉE », A DÉCLARÉ LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE BINALI YILDIRIM.

VILLAGES ET POPULATIONS KURDES BOMBARDÉS, PRESSE MUSELÉE, ASSEMBLÉE ET GOUVERN

occupations » et « vouloir parler de certaines évolutions inquiétantes en Turquie ». La

chancelière prise au piège comme l'ensemble des 28 par sa politique migratoire (voir ci-contre) se réveille bien tard. Ce n'est pourtant pas la première fois que le président turc fait changer la loi en sa faveur. En 2007 déjà, Abdullah Gül, ami de la première heure au sein de l'AKP, subissait les foudres du fondateur du Parti de la justice et du développement qui ordonna de modifier la loi lorsque son comparse accéda à la présidence de la République. Ces trois dernières années, l'islamo-conservateur qui passa longtemps pour un réformiste tombe le masque. En 2013, la répression sanglante après les manifestations du parc Gezi à Istanbul aurait dû alerter l'Union européenne. Six personnes seront tuées, 5 000 autres arrêtées. Dans la foulée, les étudiants et minorités religieuses

sont réprimés. Avec les pleins pouvoirs, cette tendance conservatrice s'accroît de fait. Les femmes, par exemple, sont dans le collimateur du maître d'Ankara. Un projet de loi pourrait être déposé bientôt par l'AKP rendant la procédure de divorce de plus en plus difficile pour les femmes : l'obtention d'une pension pourrait être conditionnée à l'interprétation de juges inféodés au pouvoir islamo-conservateur qui n'a pas seulement resserré sa garde rapprochée sur le plan de la justice. Dimanche, l'intronisation de son fidèle ami, Binali Yildirim, à la tête de l'AKP et au poste de premier ministre, participe de cette stratégie de sécurisation de l'espace personnel de Recep Tayyip Erdogan. Récemment, au mariage de sa fille, la présence du chef d'état-major de l'armée, Hulusi Akar, en dit long également sur le pouvoir présent et à venir du président turc. ●

STÉPHANE AUBOUARD

CHIEN DE GARDE

« Les problèmes de cette nation et l'amour de cette nation sont de la responsabilité du président. »

Binali Yildirim,
nouveau premier ministre.

L'événement

EMENT À SA BOTTE... ERDOGAN MET EN ŒUVRE SA « VISION » DE LA DÉMOCRATIE. PHOTO AFP

RELATIONS TURCO-OCIDENTALES**L'UE PIÉGÉE PAR SON INCAPACITÉ À GÉRER LA CRISE DES MIGRANTS**

Recep Tayyip Erdogan, dont les relations ambiguës avec « l'État islamique » ont failli marginaliser la Turquie sur le plan international, a su profiter d'une occasion inespérée: l'incapacité de l'Union européenne (UE) à gérer la crise des migrants. Profitant des largesses d'une Allemagne empêtrée, elle aussi, dans ses contradictions – Angela Merkel souhaitait d'abord recevoir 800 000 migrants

avant de militer pour la fermeture provisoire de l'espace Schengen –, le président turc a su s'engouffrer dans la brèche. En échange de la libéralisation des visas pour les Turcs souhaitant se rendre en Europe et de plus de 6 milliards d'euros offerts par Bruxelles, Ankara a promis de faire revenir sur ses propres côtes les migrants partis en Grèce. Mieux encore, la Turquie s'est dite prête

à faire le garde-chiourme des frontières de l'UE grâce à son armée. La même armée qui se bat aujourd'hui contre le PKK; la même armée qui aida par « inadvertance » « l'État islamique » à Kobané; la même, surtout, qui représente le deuxième contingent de l'Otan avec 600 000 hommes que les États-Unis aimeraient bien voir s'engager un peu plus dans la lutte contre Daech.

« Erdogan se moque de l'Europe et fait la guerre aux Kurdes »

KURDISTAN Eyyup Doru, représentant en Europe du Parti démocratique des peuples (HDP), dénonce la dérive autocratique du président turc et s'inquiète de son projet islamiste.

Après l'adoption de la loi permettant la levée provisoire de l'immunité parlementaire, beaucoup de députés du Parti démocratique des peuples (HDP) sont visés. Que risquent-ils dans l'immédiat?

EYYUP DORU Quand Erdogan aura ratifié la loi, cinquante et un de nos députés peuvent être convoqués par la justice du jour au lendemain. Or il ne faut pas s'y tromper. Le projet d'Erdogan ne se résume pas seulement à l'écriture d'une nouvelle Constitution en vue d'instaurer une présidentialisation du pouvoir, il veut aussi construire un régime islamiste avec un système présidentiel « à la turque » pour l'encadrer. C'est pour cela que nos députés risquent des peines de prison ferme. Cinquante et un ont déjà des procès en cours, au motif qu'ils soutiendraient le terrorisme, c'est-à-dire le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ce qui est parfaitement malhonnête de la part du pouvoir car le PKK n'a pas besoin d'être relayé par le HDP pour exister. Aujourd'hui, 80 % de la population kurde soutient et se bat activement aux côtés de ce parti. C'est ce qui insupporte le pouvoir. Le projet d'Erdogan est très simple: embastiller le plus grand nombre de nos députés, le plus rapidement possible et que leur peine dépasse un an. Cela permettrait alors au pouvoir d'organiser des élections partielles dans la région du Kurdistan afin de faire élire des gens inféodés au régime. On sait d'avance que la corruption et la violence seront de mise si de telles élections avaient lieu. Il suffira à l'AKP (Parti de la justice et du développement) d'avoir les deux tiers de la majorité qualitative pour changer la Constitution. Appliquera-t-il ce projet? Cela dépend de notre capacité de résistance et de celle des démocraties européennes.

Quels soutiens avez-vous reçus, justement, de l'étranger?
EYYUP DORU Il y a une dizaine de jours, une déclaration commune de plusieurs députés du Parlement européen a tenté d'alerter Bruxelles sur notre situation. Des gens de gauche, sociaux-démocrates, Verts ou libéraux se sont positionnés. Mais globalement l'Union

européenne ne bouge pas. La Turquie est pourtant en train de massacrer une population civile qui vit aux portes des Vingt-Huit. Depuis neuf mois, le pouvoir mène une guerre acharnée contre le peuple kurde. Et je parle bien de guerre et non de répression. Une guerre avec des avions, des tanks, des hélicoptères qui bombardent régulièrement notre région. Des villes ont été détruites. Des personnes ont perdu leur commerce, leurs maisons. Des centaines de civils sont morts. Et aujourd'hui la spirale de la violence s'accroît. Erdogan se moque ouvertement de l'Europe en utilisant les 6 milliards accordés



Kurdistan
Eyyup Doru
représentant
en Europe
du Parti
démocratique
des peuples
(HDP)

par Bruxelles pour l'accueil des réfugiés et qu'il utilise aussi pour démanteler le peuple kurde. Récemment, Ankara a établi un nouveau camp de réfugiés à Marash, dans le Kurdistan, juste dans une zone alevie. Les réfugiés choisis par Erdogan sont des Arabes sunnites que les autorités transfèrent dans des villages à moitié détruits et de confession totalement différente. Cette stratégie de destruction – à Souf, Silopi, Nocibé et bien d'autres – est aujourd'hui utilisée de manière systématique par le pouvoir afin d'éliminer les centres de la résistance. Le pouvoir alimente une atmosphère de méfiance, en utilisant des victimes d'une autre guerre.

Que pensez-vous du rôle des autres partis d'opposition dans ce vote?

EYYUP DORU Les sociaux-démocrates (CHP), qui ont voté pour la levée provisoire de l'immunité parlementaire, ont commis une faute majeure. Ils ont ouvert la voie à un régime islamiste sans garde-fous. Le régime parlementaire est fortement affaibli. Autrement dit, la représentation démocratique du peuple turc pourrait disparaître. Au sein du HDP, toutes les minorités sont représentées: chrétiens, chaldéens, yezidis... Les femmes ont toute leur place; notre mouvement est paritaire. Si nous disparaissions, c'est la Turquie multiculturelle qui disparaît. Sur les bancs de l'assemblée, nous représentons la richesse et la diversité de ce pays. Or si cette option, c'est-à-dire l'élimination du peuple kurde, se poursuit, il ne restera plus que l'affrontement militaire comme mode de résistance. Et cela affecterait le peuple kurde mais aussi le peuple turc. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
S. A.

MÉLENCHON EN DIFFICULTÉ

« Nous avons démarré la campagne de signatures il y a trois semaines. Nous avons réuni 120-130 signatures. Le risque existe donc que je ne puisse pas être candidat. »

Jean-Luc Mélenchon

MONTEBOURG SE LANCE

L'ancien ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, vient de lancer son site Internet de campagne, le Projet France. Plus que jamais candidat pour 2017, il estime que « sans primaire, l'élimination de la gauche dès le premier tour est garantie et programmée ».

37^E CONGRÈS

Les communistes entrent dans le vif du sujet

À Saint-Ouen, Paris ou encore Nantes, ce week-end, nombre d'adhérents du PCF se sont retrouvés au niveau local pour leur congrès de section autour des trois thèmes à l'ordre du jour : le projet communiste, les transformations de leur parti mais aussi la stratégie pour 2017.

À deux semaines de son congrès prévu du 2 au 5 juin à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, les débats se multiplient au PCF. Après un vote il y a une quinzaine de jours (lire encadré), c'est une nouvelle étape qui a pris corps ce week-end avec un nombre important de conférences de section, premières déclinaisons locales du congrès national avant que ne se tiennent la majorité des conférences de fédération le week-end prochain.

En plein mouvement contre la loi El Khomri, la réflexion s'y est aiguisée sur le travail. Ce samedi matin, à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, où le texte proposé par le conseil national était largement arrivé en tête début mai, la « révolution numérique » devient un fil conducteur des échanges qui s'attachent à analyser la tension entre les « potentialités » ouvertes par celle-ci pour « une économie du partage » mais aussi un possible « retour au XIX^e » en termes de conditions de travail sous la houlette de grands groupes comme Uber ou Google. « Il nous faut sortir du congrès quelque chose de fort, d'offensif, à contre-courant de l'idéologie dominante », invite Bernard. Car pour les communistes audoniens l'enjeu est de parvenir à rassembler dans une « société éclatée ». Alors l'un des soucis est ici celui de la « lisibilité ».



DANS LES DÉBATS, AVANT MÊME 2017, DES QUESTIONS COMME LA REFORME PROGRESSISTE DU CODE DU TRAVAIL (RÉCLAMÉE ICI LORS D'UNE MANIFESTATION CONTRE LA LOI EL KHOMRI) S'IMPOSENT. PHOTO PATRICK NUSSBAUM

« IL FAUT NON SEULEMENT PORTER UN CANDIDAT ET UN PROGRAMME MAIS POUR QUE CELUI-CI SOIT APPLIQUÉ, UN RAPPORT DE FORCES SERA NÉCESSAIRE », JUGE UN MILITANT.

TROIS TEXTES POUR UN CONGRÈS

Début mai, les communistes ont choisi, à 51,2 % et parmi cinq possibilités, le document proposé par leur conseil national pour en faire leur trame de discussion pour leur congrès. Celui-ci se compose de trois textes : « Le temps du commun » sur le projet, « 2017 : une autre voie pour l'avenir de la France » sur la stratégie, et « Des transformations utiles et concrètes pour un Parti communiste de nouvelle génération ».

Les questions sont nombreuses sur la conduite à tenir pour 2017

« Si les gens que l'on rencontre ne nient pas qu'il faut que ça change, ils doutent sur le pourquoi, le comment et le avec qui », relève Joseph, quand un autre militant regrette que ce soit le FN qui tire les marrons du feu et insiste : « Nous avons beaucoup d'idées mais nous avons du mal à faire sens, à être lisibles. » Si dans le 19^e arrondissement parisien, la partie projet est également jugée trop longue et manquant d'une perspective d'ensemble clairement identifiable, c'est par une réflexion sur l'utilisation des machines pour libérer l'homme du « travail contraint » que celle-ci est enrichie.

Entre questions de fond et stratégie, beaucoup font le lien. À Saint-Ouen, on considère par exemple que la primaire citoyenne envisagée pour la présidentielle doit reposer sur un socle de propositions bien défini et on évoque la démocratie ou encore la refonte progressiste

du Code du travail. Certains prennent également la précaution d'insister sur le fait qu'il n'est pas question de s'allier avec un PS soutenant la politique gouvernementale. Mais au-delà, les doutes sont nombreux sur la conduite à tenir pour que le match de 2017 ne se réduise pas à la droite, la politique gouvernementale ou le FN. « Pour l'instant c'est flou, c'est une primaire sans candidat », estime un militant décidé avec ses camarades à demander l'élaboration d'un calendrier clair. « On est piégé par la V^e République », juge un autre. Alors les Audoniens entendent aussi mettre l'accent sur les législatives dans une circonscription qui a élu en 2012 Bruno Le Roux, le président du groupe PS qui a « fait passer en force tous les projets de loi régressifs ». « Il nous faut gagner l'idée que c'est au peuple

que les députés devront rendre des comptes », souligne Roger. Ici comme ailleurs, la perspective de 2017 continue de cristalliser une partie des débats. Lors de la Fête des nouvelles en Loire-Atlantique, la semaine précédente, des militants communistes en témoignaient également. À l'instar de Céline qui s'interrogeait : « La primaire est-elle possible ? Ne risque-t-elle pas de nous enfermer ? N'est-ce pas une perte de temps, pour finalement se retrouver tout seul ? » Et la candidature déjà proclamée de Jean-Luc Mélenchon complique un peu plus la donne : « Le Front de gauche a échoué en raison du manque de dialogue et de l'anticommunisme de Mélenchon. On peut le relancer, s'il repose sur un respect mutuel », juge Assan un jeune militant rencontré ce week-end du côté de la Fête de l'Humanité

de Toulouse. Bien plus au nord, dans la section du 19^e arrondissement de Paris, les communistes, qui avaient majoritairement voté pour le texte alternatif numéro 1, ont adopté le vœu d'un bilan des réussites et des échecs du Front de gauche, et ajouté au texte la création de « cadres unitaires » avec le Front de gauche et les autres forces de gauche « en rupture avec le néolibéralisme », et la tenue d'« assemblées citoyennes » en vue de 2017. Reste, pour Patrick, croisé à Saint-Nazaire, qu'au-delà du Front de gauche, « avec la lutte contre la loi travail, il y a une esquisse de ce que pourrait être un rassemblement de gauche ». Le débat – comme la mobilisation – continue. ●

JULIA HAMLAOUI AVEC SÉBASTIEN CRÉPEL, CLOTILDE MATHIEU ET BRUNO VINCENS

SERVICES PUBLICS

La Courneuve dénonce l'hypocrisie de l'État

De nouveau, un centre des finances publiques et un centre médico-psychologique sont menacés de fermeture, malgré les belles paroles du premier ministre Manuel Valls.

En avril dernier, Manuel Valls donnait à *Libération* une longue interview à propos des quartiers qu'il avait quelques mois plus tôt estimé frappés d'« apartheid social, ethnique et culturel ». Le premier ministre s'y montrait déterminé : « Je maintiens aujourd'hui que cela arrange beaucoup de monde d'avoir des ghettos, avec les classes populaires loin du centre-ville ! Moi, je veux que ces territoires soient pleinement réintégrés dans la République. » Pour enfoncer le clou, il ajoutait : « Aux postures, je préfère les actes concrets. »

À ce titre, La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, vient d'être gâtée. Mais, à l'opposé de ce que pérorait Valls, ce sont de nouveaux désengagements de l'État qui la frappent. Les élus de la ville ont découvert les lourdes menaces pesant sur l'antenne courneuvienne du Trésor public et sur le centre médico-psychologique (CMP). Une goutte d'eau, peut-être, mais qui fait déborder le vase. « Ces mauvaises nouvelles viennent s'ajouter aux difficultés rencontrées quotidiennement par les Courneuvien-ne-s : fermetures répétées du centre d'accueil de la CAF, professeurs non remplacés, manques d'effectifs au commissariat, à La Poste... », dénonce dans un communiqué la mairie, bien décidée à mener le combat pour conserver ses services publics.

Il y a sept ans, déjà, Gilles Poux, maire PCF de La Courneuve, avait déposé auprès de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) une plainte inédite pour « discriminations urbaines et sociales » à l'échelle de la commune tout entière. Cette fois, il place le gouvernement face à ses contradictions, en s'adressant dans deux courriers aux ministres concernés : Michel Sapin pour le Trésor public et Marisol Touraine pour le CMP. « Le contrat local de santé, signé avec l'ensemble des partenaires locaux dont les représentants de l'État, a pourtant placé la santé mentale comme l'un de ses axes de travail prioritaires », rappelle-t-il à la ministre de la Santé. Quant au ministre des Finances, Gilles Poux l'interroge : « Com-



GILLES POUX, MAIRE PCF DE LA COURNEUVE, A DÉJÀ PORTÉ PLAINTÉ POUR « DISCRIMINATIONS URBAINES ET SOCIALES ». PHOTO ALAIN DELPEY/MAXPPP FRANCE

ment interpréter ces choix cumulés, ces disparitions du service public dans nos quartiers, ces reculs du droit commun alors que notre premier ministre, lui-même, dénonce l'apartheid territorial que subiraient certaines collectivités ? » Malins, sur Twitter, les élus courneuviens ont détourné le fameux logo du mouvement de Stéphane Le Foll, « Hé oh la gauche » pour interpeller Matignon. « Hé oh Manuel ! C'est pour lutter contre l'apartheid social que l'État veut supprimer nos services publics ? » Une question qui reste pour l'instant sans réponse. ●

ADRIEN ROUCHALEOU

EXTRÊME DROITE

Retraites en rase campagne

Marine Le Pen conditionne l'éventuel retour de la retraite à 60 ans... à de réelles économies.

La mascarade du Front national quant à sa position sur l'âge légal de départ à la retraite dure depuis trop longtemps, mais, cette fois-ci, Marine Le Pen se livre clairement. Vendredi, sur RT France, déclinaison de l'ex-Russia Today, l'héritière du parti d'extrême droite, interrogée sur la situation sociale du pays, répond que la solution n'est « pas d'allonger la durée du temps de travail à 62, 63, 65, 70, 75 ans pourquoi pas d'ailleurs (...) ». À chaque réforme, on s'aperçoit que ce n'est pas suffisant. « Les gouvernements successifs prennent « le problème par le mauvais bout », dit-elle.

Pour « retrouver de la croissance » et « recréer du travail », dit-elle, il faut tailler dans le gras. « Je dis aux Français de la manière la plus claire qui soit : pour l'instant (notez l'expression - NDLR), on laisse l'âge légal de la retraite à 60 ans. On va faire les économies nécessaires et croyez-moi, il y en a énormément : immigration, fraude, argent versé à l'UE... » En clair, fermer les frontières aux étrangers, voire renvoyer ceux déjà installés, et couper les aides sociales à ceux qui restent. Bizarre comme, dans sa bouche, les « économies nécessaires » trouvent toujours les mêmes victimes... Surtout, l'acceptation par les électeurs de ce préalable ne les mettra pas à l'abri, car « après avoir fait tout cela », le FN pourrait être « obligé de (se) tourner vers (les) Français » pour leur demander de faire « un certain nombre de sacrifices ». Aveu d'impuissance d'une responsable politique qui fonctionne avec un logiciel implanté par son père en 1972, la proposition est un marché de dupes, enfin éclairci. ●

GRÉGORY MARIN

Médias Au Figaro Magazine, le terrorisme journalistique frappe Saint-Denis

À Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), finement rebaptisée « Molenbeek-sur-Seine », « l'islamisation est en marche », prévient le *Figaro Magazine* dans son édition du 20 mai. Le combat identitaire de l'hebdomadaire s'étale en une, avec cette photo montrant deux femmes voilées, visages floutés, en pleine discussion devant la basilique où sont enterrés les rois de France : Saint-Denis, « berceau de l'histoire de France avec sa nécropole royale », cumulerait prières de rue, habitants fichés « S » (combien ?) et tentatives de recrutements sauvages pour le djihad en Syrie... Un tableau trop noir pour un collectif d'habitants de Saint-Denis (dont plusieurs confrères de l'*Humanité*), qui clament dans un appel leur « fierté de vivre à Saint-Denis », y expliquant « ce qu'elle est vraiment », « loin des fantasmes » : une ville « de la diversité », un « laboratoire » accueillant « toutes les composantes de la société française ». À lire sur l'humanité.fr. ●

G. M.

Coup bas Manuel Valls ment, Clémentine Autain menace de porter plainte

Comme les trolls d'extrême droite sur Internet, en voyage en Israël, Manuel Valls a fustigé lors d'une interview à Radio J un soi-disant « islamo-gauchisme » et en a même dénoncé nommément l'une des têtes de pont qui ne serait nulle autre que... Clémentine Autain, l'accusant d'avoir « discuté » avec Tariq Ramadan. « Ces propos sont mensongers. Je n'ai jamais rencontré personnellement Tariq Ramadan, ni partagé de tribune avec lui. Ces accusations ineptes visent à dire que moi-même, et à travers moi ma famille politique, nous serions le terreau du terrorisme », a vivement réagi la conseillère régionale d'Île-de-France, membre d'Ensemble (Front de gauche). « Il est le premier ministre et doit donc garantir le débat démocratique » et non « l'évacuer par les mensonges et les insultes ». Clémentine Autain prévient : « Je vais porter plainte contre Manuel Valls s'il ne présente pas ses excuses. » ●

A. R.

Fête À Toulouse, l'Humanité fait converger mouvement social et échéances politiques

Quelque 4 000 personnes ont assisté ce week-end à la Fête de l'Humanité à Toulouse. Samedi, le débat sur les transports a été l'occasion pour de nombreux participants de rappeler à Carole Delga, présidente de Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, les revendications pour que cette région bénéficie d'un véritable service public ferroviaire. La fête s'est bien sûr inscrite dans le mouvement social contre la loi travail, avec la présence de Cédric Caubère, secrétaire CGT de la Haute-Garonne. Sans oublier les prochaines échéances politiques. « Si nous sommes rassemblés nous pouvons gagner sur la loi travail comme sur les enjeux politiques de 2017 », a estimé Pierre Lacaze, secrétaire fédéral PCF, lors du meeting du dimanche après-midi. La veille au soir, les concerts ont attiré une foule compacte. Pourtant l'édition 2017 est compromise sur ce même site des Argoulets en raison de l'opposition de Toulouse Métropole. ●

B. V.

Capital/travail

ACCORD SUR LE TRAVAIL DU DIMANCHE

Aux Galeries Lafayette Haussman, la CFE-CGC et la CFTC, représentant 37,94 % des voix, ont signé vendredi un accord sur le travail dominical. La CGT, le SCID et FO, qui représentent plus de 50 %, peuvent encore faire jouer leur droit d'opposition.

110

C'est le nombre de personnels supplémentaires obtenu par l'intersyndicale du centre hospitalier de Mayotte après un mouvement de grève pour dénoncer la surcharge de travail et le manque d'effectifs.

Le mouvement gronde et se régénère... Contrairement à « l'essoufflement » de la mobilisation que croyait constater le premier ministre, les manifestations de jeudi dernier ont rassemblé 400 000 personnes contre la loi travail en France. Soit près du double de manifestants par rapport au mardi précédent. Les organisations professionnelles ont pris le relais des défilés, en bloquant dépôts pétroliers et raffineries. Dans les transports, cheminots, contrôleurs aériens et routiers ont embrayé sur les grèves.

Face aux blocages et opérations escargot des chauffeurs, premier effet et premier recul du gouvernement : le secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies, a promis aux routiers que le calcul de rémunération de leurs heures supplémentaires dérogerait à la règle instituée par la loi travail. Jusqu'ici, les salariés des entreprises de transport routier de marchandises voyaient leurs heures supplémentaires majorées de 25 % puis de 50 %. En valorisant les accords d'entreprise, qui pourront s'imposer aux accords de branche, la loi El Khomri ouvre la porte à une baisse de ces majorations avec pour seule garantie un plancher de 10 %. Dans une profession où les horaires sont à rallonge, la nouvelle loi aurait pour conséquence de réduire de 1 300 euros le salaire d'un roulant travaillant 200 heures par mois, assure Jérôme Vérité, de la CGT. Par écrit, le secrétaire d'État s'est donc engagé à ce que le « dispositif réglementaire, dérogatoire » des routiers ne soit « pas modifié par le projet de loi travail ». En ce sens, le gouvernement va « expertiser s'il est nécessaire de procéder à des ajustements du décret » sur la durée du travail des routiers « afin de clarifier le débat et d'éviter les interprétations qui pourraient donner matière à contestation », a précisé Alain Vidalies.

À NANTES SAINT-NAZAIRE, QUATRIÈME PORT FRANÇAIS, LA GRÈVE QUI EMPÊCHAIT TOUT MOUVEMENT DE BATEAU POURRAIT ÊTRE RECONDUITE AUJOURD'HUI.



MARDI DERNIER, LES ROUTIERS BLOQUAIENT LA ROCADE DE CAEN EN SIGNE DE PROTESTATION. PHOTO CHARLY TRIBALLEAU/AFP

LOI TRAVAIL

Le mouvement se régénère

Malgré les gestes du gouvernement envers les routiers pour désamorcer le mouvement, l'envoi des forces de l'ordre pour briser les grèves, la mobilisation continue avec une nouvelle journée d'actions jeudi.

Les syndicats CGT et FO ont réagi dans un communiqué commun

Le but annoncé de la nouvelle loi travail était de simplifier un droit devenu trop complexe. Or, en multipliant les accords d'entreprise, les juristes et syndicats opposés à la loi ont démontré comment, au contraire, la multiplicité des situations sur le territoire risquait de compliquer la donne. En annonçant une première dérogation de branche à cette loi, qui n'a pas encore été votée, le gouvernement ne clarifie pas grand-chose...

Mais ce premier geste du gouvernement n'a fait que conforter les grévistes dans le bien-fondé de leur lutte. « Les actions ne doivent pas s'arrêter, d'autres dispositifs de la loi sont à combattre, entre autres, les heures de nuit », ont réagi les syndicats CGT et FO dans un communiqué commun. « Cette première avancée pour notre profession doit encourager l'ensemble des salariés à rentrer dans le mouvement, car la

victoire est possible et la lutte paie ! » ont-ils prôné. Les barrages filtrant devraient donc perdurer, voire s'amplifier à partir d'aujourd'hui si les assemblées générales de ce matin votent la reconduction.

Malgré les tentatives gouvernementales de briser les grèves en recourant aux forces de l'ordre ce week-end dans plusieurs dépôts de carburant, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL est toujours déterminée à « amplifier la mobilisation et faire respecter la démocratie ». Forte du renouvellement du mouvement, elle a coché deux nouvelles dates dans son agenda. Une journée nationale de grève, de manifestations et d'actions le 26 mai, soit jeudi prochain. Quand au 14 juin, pour marquer l'ouverture des débats au Sénat, syndicalistes, salariés, citoyens, étudiants, lycéens, privés d'emploi sont invités à

rejoindre une grande manifestation nationale à Paris, comme le réclamait le syndicat FO depuis quelques semaines, favorisée par une grève interprofessionnelle sur l'ensemble de l'Hexagone.

L'intersyndicale veut « multiplier d'ici là, sur tout le territoire, des mobilisations sous des formes diversifiées ». Pour impliquer davantage les salariés dans les entreprises mais aussi les agents des administrations, une votation sera organisée sur la loi travail et notamment sur la préservation de la hiérarchie des normes, attaque fondamentale dénoncée par les opposants à la loi. Les organisations de jeunesse organiseront elles aussi une votation dans les établissements universitaires. Un nouveau rendez-vous sera pris pour en exposer les résultats. ●

KAREEN JANSELMÉ

MANIFESTATION LE 14 JUIN

L'intersyndicale antiloi travail a annoncé deux nouvelles dates suite au succès de la mobilisation du 19 mai. Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et de jeunesse, Unef, UNL et FIDL appellent le 26 mai prochain à une journée de grèves, de manifestations et d'actions. Le 14 juin, début des débats au Sénat, la manifestation sera nationale et parisienne renforcée par une journée de grève interprofessionnelle. La CGT appelle les dockers à poursuivre les grèves, notamment les 26 mai et 14 juin, dans les ports après les actions à Nantes-Saint-Nazaire, au Havre et à Lorient la semaine dernière.

«La première victoire des routiers devrait galvaniser les autres salariés»

LOI TRAVAIL Forte du rétropédalage du gouvernement sur les heures supplémentaires, la CGT Transports appelle à intensifier la lutte dans tout son secteur d'activité.

Le gouvernement a annoncé le maintien de la rémunération des heures supplémentaires dans le secteur du transport routier. Pourquoi appelez-vous à poursuivre la grève ?

JÉRÔME VÉRITÉ Le courrier envoyé aux syndicats par Alain Vidalies ne règle pas tout. D'abord, d'un point de vue professionnel, la question des heures de nuit et les astreintes dans le domaine des autoroutes posent problème.

Notre convention collective prévoit des heures de nuit à partir de 22 heures, tandis que la loi El Khomri en prévoit à partir de minuit. C'est un nouveau risque de perte de pouvoir d'achat pour les chauffeurs. Plus largement, nous réclamons toujours le retrait du projet de loi. Nous avons gagné une première bataille, c'est très important pour préserver la fiche de paie des conducteurs. Mais sur tout le reste, nous restons soumis à cette inversion de la hiérarchie des normes. C'est une logique que nous contestons.



Jérôme Vérité
Secrétaire
général CGT
Transports

L'engagement écrit de la part du gouvernement est-il une garantie suffisante ?

JÉRÔME VÉRITÉ Je ne vois pas par quel moyen le gouvernement pourrait faire machine arrière. Il s'agit d'un engagement écrit d'Alain Vidalies, dans lequel est notamment indiqué que « la loi (El Khomri - NDLR) n'aura aucun impact » sur la rémunération des heures supplémentaires des chauffeurs routiers. Le courrier ouvre aussi la porte à une modification du décret 83-40 pour sanctuariser la rémunération des heures supplémentaires. Il est d'ailleurs probable que nous soyons reçus dès la semaine prochaine par le gouvernement.

En donnant des gages aux chauffeurs routiers, le gouvernement n'a-t-il pas cherché à diviser les salariés, mais aussi les syndicats ?

JÉRÔME VÉRITÉ Probablement, il a sans doute eu cette idée en tête. Mais, j'estime plutôt que cela va encourager les

routiers à poursuivre la lutte. Ce recul montre que le gouvernement peut faire marche arrière grâce au rapport de forces, c'est un signal fort donné aux professions qui illustre que la lutte paie. L'objectif est d'inciter les salariés à rejoindre ceux qui sont déjà mobilisés pour amplifier le mouvement. Certes, la fédération FO des transports a appelé vendredi ses militants à « suspendre » les blocages et barrages filtrants, mais nous allons continuer à travailler ensemble. Il y a une convergence de luttes entre nos deux organisations qui se traduit sur le terrain avec des formes d'action.

Depuis le 16 mai, les chauffeurs routiers bloquent des sites et mettent en place des barrages filtrants sur tout le territoire. Allez-vous mettre en place d'autres formes de lutte dans les prochains jours ?

JÉRÔME VÉRITÉ Les salariés le décideront sur le terrain. Une vingtaine d'assemblées générales vont se dérouler ce matin et des grèves reconductibles pourraient être votées. Je suis certain que les camarades vont continuer la lutte, notamment dans toute la partie Nord, Haute-Normandie, Bordeaux, Nantes, Bretagne... Nous allons discuter avec les salariés pour leur faire part de ce qui a été obtenu ce week-end, tout en continuant à expliquer les méfaits de la loi travail pour les salariés. Le rapport de forces va continuer.

Comment voyez-vous les suites à donner au mouvement social ?

JÉRÔME VÉRITÉ Nous allons appeler à poursuivre la grève reconductible jusqu'au retrait, c'est évident, on ne lâchera rien. Nous devons amplifier la lutte. Il faut aussi qu'on se pose la question de la généralisation de la grève dans l'ensemble de notre secteur d'activité. L'aéroport de Paris était en grève, la RATP appelle à la grève reconductible à partir du 2 juin, c'est ce type de chose que nous devons multiplier. Comme l'a dit Philippe Martinez, l'objectif est la généralisation de la grève, car ce n'est pas la mobilisation d'une ou deux professions qui va faire plier le gouvernement. La première victoire des routiers devrait galvaniser les autres salariés y compris dans notre secteur d'activité. Nous avons des revendications professionnelles à défendre et, plus largement, un combat interprofessionnel à porter dans lequel nous avons toute notre place. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
LOLA RUSCIO

D'Ouest en Est, quatre raffineries sur neuf à l'arrêt

MOBILISATION Vendredi, les salariés des raffineries Total de Gonfreville-L'Orcher, Feyzin, Donges et Grandpuits ont voté l'arrêt total ou partiel des installations.

Les salariés des raffineries Total de Gonfreville-L'Orcher (Seine-Maritime), Donges (Loire-Atlantique) et Feyzin, (Rhône) ont tous voté la grève. Quant à celle de Grandpuits (Seine-et-Marne), elle tourne au ralenti. « Une étape supplémentaire » dans la lutte contre la loi travail, affirme Éric Sellini, coordinateur CGT du groupe Total. « Le but n'est pas de créer la pénurie, c'est d'obtenir le retrait de la loi », ajoute-t-il. Après trois mois de bataille contre ce projet de loi, les salariés des raffineries sont déterminés à « rentrer dans un mouvement de grève dure », explique pour sa part le secrétaire général CGT du site de Donges, Fabien Privé Saint-Lanne. « Depuis trois mois, rappelle le syndicaliste, alors que la majorité des organisations syndicales sont opposées à la loi, nous n'avons pas été entendus. L'Assemblée nationale a été "squeezée". La grève est désormais notre seul recours. » À Donges, 55 % des 410 salariés présents à l'assemblée générale, sur les 700 que compte la raffinerie, ont voté vendredi l'arrêt complet des installations durant une semaine.

Face à tant de détermination, le gouvernement pariait sur un essoufflement du mouvement. Raté. Alors, après le passage en force que représente l'utilisation du 49-3, après les tentatives de divisions, les ordres sont donnés pour forcer les piquets de grève devant les dépôts pétroliers. À Lorient, Dunkerque, Saint-Pol-sur-Mer, les préfets mettent en demeure les syndicalistes de lever les barrages, n'hésitant pas à faire intervenir les gendarmes et les CRS. Une volonté réaffirmée dimanche par Manuel Valls : « Nous maîtrisons pleinement la situation, je pense qu'un certain nombre de raffineries ou de dépôts qui étaient bloqués sont débloqués ou vont l'être dans les heures ou dans les jours qui viennent. » Ou comment afficher sa volonté d'étouffer toute amplification du mouvement. ●

CLOTILDE MATHIEU

LA CHRONIQUE JURIDIQUE
D'EMMANUELLE BOUSSARD-VERRECCHIA
AVOCATE DU BARREAU DE PARIS

La Poste est-elle un employeur pervers ?

écrit de ne pas s'en plaindre), pour l'embaucher dans la foulée sous contrat d'apprentissage, avec une rémunération plus faible, pour apprendre le métier de facteur ! Or, point de CDI à l'issue du contrat d'apprentissage, et voilà le facteur obligé d'aller pointer chez Pôle emploi et de recevoir des indemnités chômage faibles, calculées sur la rémunération

de son contrat d'apprentissage. N'est-ce pas pervers de détourner ainsi les règles légales du recours au CDD et de profiter de la volonté d'un salarié de se sortir d'une situation de précarité et qui consentait à une diminution de sa rémunération ? Le conseil des prud'hommes de Toulouse, en formation paritaire, dans un jugement du 17 mars 2016, a condamné sévèrement cette attitude en la qualifiant de mauvaise foi. Il a requalifié en CDI l'ensemble de la période travaillée, rétabli le montant du salaire du contrat d'apprentissage au niveau de celui des CDD, puis condamné à des dommages et intérêts et aux créances de rupture d'un CDI. La Poste n'a pas fait appel. On regrette l'absence dans notre droit français de l'obligation de réintégration par l'employeur dans ce type d'abus. Elle aurait été ici bien justifiée pour réparer efficacement le préjudice subi. Mais je dois être à contre-courant. ●

(1) Avocate plaidante : Pauline Le Bourgeois, barreau de Toulouse.

Le conseil des prud'hommes de Toulouse a eu à évoquer une énième affaire de CDD abusifs à La Poste (1), mais qui révèle une volonté particulièrement perverse d'abuser le salarié. Pervers, on ne trouve d'autre mot plus adéquat pour qualifier le comportement de La Poste. Jugez-en. Un salarié conclut cinq CDD successifs, pour une durée totale de 18 mois, sans interruption, chacun avec une durée allant de quelques jours, souvent prolongé par avenant, ou jusqu'à 6 mois. Il s'agissait d'assurer l'emploi de... facteur, ce qui, comme chacun sait, est tout à fait exceptionnel à La Poste. Le motif du recours aux CDD apparaît dans un premier temps assez classique (remplacement pour congés), puis au fil du temps, pour simple absence du titulaire, puis finalement, dans l'attente de l'arrivée d'un nouveau titulaire du CDI déjà recruté sur le poste... qui n'était pas, bien entendu, le facteur en situation de précarité en question qui assurait la tournée depuis déjà 18 mois. Mais La Poste fait miroiter au salarié précaire une embauche en CDI, en lui faisant signer une rupture anticipée de CDD (avec engagement

RÉPRESSION

Cinq ans ferme pour jet de micro ?

Représentante de l’UEC à Amiens, Manon, 22 ans, est poursuivie avec Jules, un lycéen de 18 ans, à la suite de l’évacuation musclée de la mairie picarde, le 28 avril. Leurs soutiens dénoncent des charges disproportionnées.

Il n’a pas fallu longtemps pour que le gouvernement embraye, après les violences parfaitement condamnables dont ont été victimes deux policiers, mercredi dernier à Paris, à la suite de l’incendie volontaire de leur véhicule. Les deux fonctionnaires, dont l’un va être titularisé pour l’occasion, ont été décorés samedi par le ministre de l’Intérieur, en présence de François Hollande. Aucun ne s’est en revanche exprimé sur les « cinq ans de prison ferme » dont seraient passibles Manon Chelmy, 22 ans, étudiante en science politique à Amiens, et son compagnon d’infortune, Jules, lycéen de 18 ans, après l’évacuation musclée de l’hôtel de ville de la cité picarde par les CRS, le 28 avril.

C’était alors jour de mobilisation dans la ville contre la loi El Khomri et le cortège bon enfant, passant devant la mairie, avait pris l’initiative d’aller mettre quelques banderoles « Nuit debout » dans la salle du conseil municipal. « Personne n’avait rien planifié, ça s’est fait spontanément. Moi-même, je n’étais

pas en début de cortège, j’ai suivi le mouvement », raconte Manon, jeune militante venue à l’engagement par le féminisme, aujourd’hui représentante de l’UEC à Amiens. Professeur de science politique à l’université de la ville, Bertrand Geay était aussi sur place. « L’occupation était très tranquille, j’ai même pu travailler sur mon ordinateur pendant un moment. Et c’est l’intervention des CRS, particulièrement confuse, facilitant le corps-à-corps, qui a fait dégénérer les choses. Chez les manifestants, personne n’était masqué ou violent. »

Plus de coups de matraque que de micros qui volent

Des vidéos attestent de ce scénario, où l’on voit beaucoup plus de coups de matraque voler que de micros de table. Car c’est ce qui est reproché à Manon : avoir jeté en direction des CRS un de ces micros censés porter la parole des élus municipaux. Ce que le substitut du procureur a traduit par « dégradation de biens publics » et « violences volontaires

contre dépositaire de l’autorité publique ». Des faits passibles de cinq ans de prison ferme, ce dont le substitut du procureur aurait clairement menacé la jeune femme. Et ce alors qu’aucun CRS intervenant ce jour-là n’a eu à déplorer la moindre blessure.

« C’est une peine totalement disproportionnée et injuste qui est brandie là », avancent les enseignants de l’université d’Amiens, dont la pétition de soutien à Manon dépassait hier les 3 200 signatures (1). Tous dressent le portrait d’une étudiante « engagée mais pas du tout pour des modes d’action extrêmes ». « Mon credo, c’est plus la sensibilisation, essayer de convaincre par la discussion », ajoute Manon elle-même. Au lendemain des attentats de novembre, elle avait ainsi organisé un rassemblement avec une banderole « Cœurs chauds, têtes froides », pour tenter de prévenir tout amalgame ou discrimination à l’égard des musulmans. Déjà titulaire d’une licence de droit privé, la jeune femme, qui affiche une bonne moyenne en science politique cette année, envisage de poursuivre en master,

VOITURE INCENDIÉE : QUATRE HOMMES MIS EN EXAMEN

Quatre hommes ont été mis en examen, samedi, notamment pour tentative de meurtre, après l’incendie d’un véhicule de police dans lequel se trouvaient deux agents, décorés depuis par Bernard Cazeneuve. Il s’agit de trois étudiants de 18, 20 et 21 ans, et d’un homme de 32 ans. Tous ont été écroués. Le parquet les présente comme issus de la mouvance antifasciste. « Ce dossier est une farce honteuse, s’est insurgé l’avocat du plus âgé, Me Comte. Il n’y a rien, sauf un témoignage anonyme qui s’avère être celui d’un policier. »

avant peut-être de tenter des concours de la fonction publique. Une ambition qui pourrait être totalement anéantie par une condamnation et une inscription sur son casier judiciaire. « Or, même si cela paraît fou, il y a un risque, analyse Jean-Christophe Iriarte Arriola, militant à Amiens et membre d’Ensemble. Souvenez-vous que c’est ici que les Goodyear ont été condamnés à neuf mois ferme en janvier dernier. Ces poursuites sont la marque d’une volonté de criminaliser le mouvement social et d’intimider ceux qui se battent. » ●

ALEXANDRE FACHE

(1) Pétition disponible sur Change.org

(Publicité)

Annonces légales

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d’un acte SSP en date du 17 mai 2016, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont : Dénomination sociale :

LINK MÉDICAL FRANCE

Forme : SARL Capital social : 500 euros avec un capital minimum de 500 euros Siège social : 50, rue des Camélias, 94140 Alfortville Objet social : importation et exportation de matériels et équipements médico-chirurgicaux, de pièces de rechange et consommables. Gérance : M. Abdessalem Kherif, demeurant 40, rue du Picure, 91330 Yerres Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Créteil

Par acte SSP en date du 7 avril 2016, il a été constituée une SARL dénommée :

O’REGAL

Objet social : restauration rapide, pizza, burger, traiteur, sandwicherie, boucherie, ventes des produits orientaux Siège social : 11, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil Capital : 1 000 euros Gérance : M. M'Barki Aymen, demeurant 7T, rue du Colonel-Oudot, 75012 Paris Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny

Dénomination :

HAFID TAXI

Forme sociale : SASU Capital social : 100 euros Siège social : 18, avenue des Marronniers, 93400 Saint-Ouen Objet : taxi parisien Président : M. bouanasra Hafid, demeurant 18, avenue des Marronniers, 93400 Saint-Ouen Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny

Suivant acte SSP du 12 mai 2016 il a été constitué une SASU dénommée :

CSM CONNECT

Capital social : 500 euros. Siège social : 43, avenue Claude-Debussy, 92230 Gennevilliers Objet : la maintenance sur le réseau fibre optique, audit et validation de ligne fibre optique, étude de faisabilité, maintenance de réseau téléphonique et informatique, achat et vente de matériel fibre optique et informatique Président : M. Mazouri Mostafa, demeurant 43, avenue Claude-Debussy, 92230 Gennevilliers Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nanterre

Aux termes d’un acte SSP en date du 17 mai 2016, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes : Dénomination sociale :

UN PAS EN AVANT

Forme : SASU Capital social : 100 euros Siège social : 100, rue de Cléry, 75002 Paris Objet social : Organisation d’actions sociales... Président : M. Louis Saidana, demeurant 100, rue de Cléry, 75002 Paris Clause d’admission : chaque action donne droit à une voix aux assemblées. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Paris

Suivant acte SSP du 12 mai 2016, il a été constitué une SASU dénommée :

BATI ELEC SERVICES

Capital social : 5000 euros Siège social : 65, avenue de la République, 93300 Aubervilliers Objet : tous travaux de l’électricité, courant fort et faible Présidente : M^{me} Ustundag, épouse Ekici Nazan, demeurant 3, rue Paul-Verlaine, 93130 Noisy-le-Sec Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny.

Suivant acte SSP en date à Montfermeil du 18 mai 2016, il a été constitué une SCI

ayant pour dénomination :

C.S

Capital : 18 000 euros Siège social : 35, avenue des Bégonias, 93370 Montfermeil Objet : gestion, location d’immeubles bâtis ou non bâtis dont elle est devenue propriétaire par suite d’apport, d’achat ou de construction. La gestion d’immeubles apportés directement en propriété ou en jouissance par les associés Gérance : M. Courier Sargon, demeurant 35, avenue des Bégonias, 93370 Montfermeil Durée : 99 ans à compter de l’immatriculation au RCS de Bobigny

Aux termes d’un acte SSP en date du 12 mai 2016, il a été constituée une société dénommée :

FOCEM

Siège social : 177, avenue Georges-Clémenceau, 92000 Nanterre Forme : SARL Capital : 10 000 euros Objet social : achat et vente en gros et en détail de meubles, mobiliers, gros et petits électroménagers, import export Gérance : M. Karim Zitouni, demeurant 203, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nanterre

DIVERS SOCIÉTÉS

LE MAGNIFIQUE

Siège social : 11, avenue Thiers Le Raincy (93) 801 026 337 RCS Bobigny Par P.-V. de l’AGE du 9 mai 2016, les associés décident de nommer gérant Safya Ben Taleb, demeurant 5 bis, rue Fouquet, 92110 Clichy, en remplacement de Ahmet Guclu, gérant démissionnaire. La modification sera effectuée au RCS de Bobigny.

AD DÉCORATION

SARL au capital de 5000 euros Siège social : 58 ter, bd de la Marne 94210 La Varenne-Saint-Hilaire

790 697 239 RCS Créteil

Suivant l’AGE du 30 avril 2016, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable, à compter du 30 avril 2016. M. Drira Anis, demeurant 60, rue de Stalingrad, 93100 Saint-Denis est nommé liquidateur. Le siège de liquidation est fixé au siège social.

OLEC

SASU au capital de 500 euros Siège social : 13, rue Olympe-de-Gouges, 92600 Asnières-sur-Seine 807 861 455 RCS Nanterre L’AGE du 12 février 2016 a décidé de transférer le siège social au 4, avenue Laurent-Cély, 92600 Asnières-sur-Seine. Mention en sera faite au RCS de Nanterre.

ORIAN

EURL au capital de 1000 euros Siège social : 20, rue Louis-Ampère 93300 Neuilly-sur-Marne 753 143 338 RCS Bobigny Suivant l’AGE du 28 avril 2016, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 décembre 2015. M. Cairo Clément, demeurant 115, rue d’Estienne-d’Orves, 92500 Rueil-Malmaison, est nommé liquidateur ; le siège de liquidation est fixé au 115, rue d’Estienne-d’Orves, 92500 Rueil-Malmaison. Suivant l’AGE du 28 avril 2016, il a été décidé d’approuver les comptes définitifs de liquidation et des opérations accomplies par le liquidateur, de prononcer la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 décembre 2015, de donner quitus au liquidateur et de le décharger de son mandat. Le dépôt légal sera effectué au GTC de Bobigny.

ECCELYA

SASU au capital de 1000 euros Siège social : 14, rue Charles V 75004 Paris 814 288 312 RCS Paris Aux termes du P.-V. du 30 avril 2016, à 10 heures l’associé unique a décidé de dissoudre la société, à compter du 30 avril 2016, de fixer l’adresse de

correspondance pour la liquidation au 83 A, avenue Faidherbe, 93100 Montreuil et de désigner en qualité de liquidateur M. Gater Mokrane, demeurant 83 A, avenue Faidherbe, 93100 Montreuil. Aux termes du P.-V. du 30 avril 2016, à 18 heures, l’associé unique a approuvé les comptes de liquidation, a déchargé le liquidateur de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et ce, à compter du 30 avril 2016. La société sera radiée au RCS de Paris.

BALIMO

SARL au capital de 1000 euros Siège social : 2-4, rue Maryse-Bastie 93120 La Courneuve 809 861 008 RCS Bobigny Suivant l’AGE du 18 mai 2016, il a été décidé de nommer nouveau gérant M. Gueye Ousseynou, demeurant 21, rue des Cuverons, 92220 Bagneux, en remplacement de M^{me} Bashir Soufia, épouse Abdul Haq, gérante démissionnaire. Mention en sera faite au RCS de Bobigny.

JET LOC

SASU au capital de 1000 euros Siège social : 100, boulevard Massena 75013 Paris 813 680 089 RCS Paris Aux termes d’une AGE en date du 2 mai 2016, il a été décidé de transférer le siège social « Chez FORMACONSEILPLUS, 26-36, rue Alfred-Nobel, 93600 Aulnay-sous-Bois ». L’article 4 des statuts a été modifié dans ce sens.

BIJOUTERIE ORPHÉE

SARL au capital de 45000 euros Siège social : 9, rue des Martyrs 75009 Paris 479 326 290 RCS Paris Suivant l’AGE du 3 juillet 2015, il a été décidé la réduction du capital de 40 000 euros non motivée par des pertes et par réduction de nombre de parts pour être porté à la somme de 5000 euros. Modification sera faite au RCS de Paris.

GLOBAL DEM

SARL au capital de 2700 euros

Siège social : 91, rue Girardot 93170 Bagnolet 801 997 578 RCS Bobigny

Aux termes de l’AGE du 25 avril 2016, les associés ont décidé de porter le capital social à la somme de 7 700 euros à compter du 10 mai 2016, il a été décidé d’adoindre à l’objet social, l’activité de « déménagement, montage et pose de cuisines aménagées », à compter du 10 mai 2016 et il a été décidé de transférer le siège social de la société au 5, rue Gilberte-Desnoyer, 93600 Aulnay-sous-Bois à compter du 10 mai 2016. Mentions seront faites au RCS de Bobigny.

NARKIS FASHION

SARL au capital de 5000 euros Siège social : 126, avenue de la République, 93800 Épinay-sur-Seine 494 467 897 RCS Bobigny Suivant l’AGE du 27 avril 2016 il a été décidé de transférer le siège social au 19-21, rue des Saules, 93800 Épinay-sur-Seine. Mention faite au RCS Bobigny.

S CAR S

SASU au capital de 3000 euros Siège social : 2, square Jean-Paul-Sartre, 91000 Évry 814 751 533 RCS Evry Suivant l’AGE du 18 mai 2016, il a été décidé de modifier la forme sociale qui devient une SAS et d’augmenter le capital pour le porter à 36 000 euros par incorporation des comptes courants d’associés. Modifications faites au RCS d’Évry.

EDEN DISCOUNT

SARL au capital de 1000 euros Siège social : 16 B, rue Floréal 93170 Bagnolet 808 025 886 RCS Bobigny Le 27 avril 2016, l’AGE a décidé de prendre pour nouvelle raison sociale :

ESTHER COSMÉTIQUES

Et de changer l’activité principale comme suit : commerce de détail et gros de produits cosmétiques afro, antillais, de lingerie et de parfumerie. Mention en sera faite au RCS de Bobigny.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS SUR LE GRIL

Ségolène Royal s'est dite prête à poursuivre la Commission européenne si celle-ci ne réglemente pas sévèrement ces substances présentes dans les plastiques, pesticides ou cosmétiques, à l'origine de dysfonctionnements hormonaux, de malformations et de retards de développement.

500 000

C'est le nombre de Sri-Lankais déplacés du fait des pluies les plus abondantes de ces 25 dernières années, qui ont causé une centaine de morts.

Une planète et des hommes



LA FRANCE PEUT D'AUTANT PLUS FACILEMENT PRÔNER UN PRIX CARBONE POUR LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ QU'ELLE EST EN TRAIN DE FERMER SES CENTRALES THERMIQUES, COMME ICI LA CENTRALE DE CORDEMAIS EN PAYS DE LA LOIRE. PHOTO JEAN-CLAUDE MOSCHETTI/REA

88 %
C'EST LA PART
DES ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE
MONDIALES HORS DE
TOUT MÉCANISME
DE PRIX CARBONE
(TAXE OU MARCHÉ
DE QUOTAS).

gétiques, facture déjà la tonne à 22 euros et doit atteindre 56 euros en 2020. Le plancher évoqué par Royal pour la production d'électricité ne change pas grand-chose. Seuls 5 % de notre production d'électricité proviennent de centrales thermiques qu'EDF comme E.ON sont d'ailleurs en train de fermer. En revanche, elle pourrait soulager toute la filière nucléaire, seule bénéficiaire d'un tel prix plancher avec celle des énergies renouvelables. Et son niveau est si peu élevé au vu de la chute des cours de l'énergie portée par celle du pétrole que le Réseau Action Climat comme la Fondation Nicolas Hulot revendiquent, eux, un prix carbone plancher à 40 euros la tonne pour que cette mesure soit cohérente avec les objectifs fixés par la loi de transition énergétique.

Les autres pays européens font la sourde oreille

Pas sûr que les autres pays européens se rallient au panache tricolore. Certains pays nordiques sont déjà bien au-dessus des 30 euros la tonne de CO₂. Quant à l'Allemagne ou la Pologne, leurs centrales à charbon produisent à plein de l'électricité pas chère et pourraient gagner des parts de marché grâce au renchérissement de l'électricité française. D'où la seconde idée poussée par la France de redonner vie au marché européen d'échange de quotas carbone. Lancé en 2005 pour inciter les secteurs industriels énergivores à se décarboner, ce système d'échange de droits à polluer a bu la tasse à force de distribution de quotas gratuits. La tonne de CO₂ s'y échange à 5 euros. Paris pousse à l'établissement d'un corridor des cotations, avec un plancher et un plafond, afin de faire remonter les cours. Comme le prix plancher, le corridor est jusqu'à présent tombé dans l'oreille d'un sourd. Forcément. L'ONG Shift Project estime que le marché de quotas carbone européen devrait atteindre 123 euros la tonne pour être efficace. On en est loin. ●

STÉPHANE GUÉRARD

CLIMAT

Le prix carbone sous le plancher

La France vient de relancer l'idée de ce mécanisme visant à intégrer le coût du réchauffement dans les activités économiques.

C'est une sorte de « furet du bois joli » après lequel les négociations climat courent depuis leur commencement. Tout le monde entrevoit la justesse et l'intérêt que représenterait le fait de donner un prix au carbone. Cela reviendrait à intégrer les coûts des changements climatiques actuellement à l'œuvre, au sein des activités économiques qui en sont la cause et qui, jusqu'à présent, en sont exonérées. Malheureusement, la mise en pratique de ce principe est si chaotique que l'idée a pris des allures de dahu.

Ségolène Royal a cependant relevé l'étendard du prix carbone la semaine dernière. En ouverture, à Bonn, de la première session de négociations onusiennes post-accord de Paris, la présidente de la COP21 a appelé les délégations à « définir des règles et mécanismes aidant nos pays à mettre en œuvre l'accord et à transformer les économies ». Le prix carbone

y figure en bonne place. Ses mécanismes, taxes ou marchés de droits à polluer, sont censés permettre aux États riches de générer aussi bien les fonds nécessaires à leur transition écologique que les 100 milliards promis aux pays pauvres pour faire face aux dérèglements climatiques. C'est ainsi que, pour

montrer l'exemple, la ministre de l'Écologie a annoncé que la France allait unilatéralement fixer un prix plancher du carbone pour la production d'électricité à « environ 30 euros la tonne » dans le projet de loi de finances 2017. Ça ne mange pas de pain. La TICPE, taxation fiscale verte sur les produits éner-

Chimie Vaste mobilisation samedi contre Monsanto, ses OGM et ses pesticides

Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées samedi dans une quarantaine de villes de France contre le géant américain de la biotechnologie agricole Monsanto et pour réclamer l'interdiction des pesticides et des OGM. « Monsanto, tu n'auras pas ma peau », a-t-on entendu dans les rangs du millier et demi de manifestants qui ont défilé à Paris. Comme à Lyon ou à Bordeaux, où un millier de manifestants y ont battu le pavé, de semblables « marches citoyennes » étaient prévues ailleurs dans le monde, notamment au Canada, en Uruguay ou en Suisse, où 1 200 personnes ont manifesté, selon Greenpeace, pour « soutenir une agriculture durable et souveraine et demander la fin du diktat des multinationales de l'agrochimie ». Cette mobilisation intervient alors que l'Union européenne vient d'ajourner sa décision sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate, substance notamment utilisée dans l'herbicide Round Up, produit par Monsanto. ●

Nonant-le-Pin Nouvelle victoire judiciaire pour les opposants à la mégadécharge

La vaste décharge industrielle de la société GDE à Nonant-le-Pin (Orne), dans le berceau des plus prestigieux haras français, n'est plus autorisée, a tranché la justice vendredi en appel. La cour administrative d'appel de Nantes a jugé que l'exploitation de ce centre de déchets, d'une capacité de 2,3 millions de tonnes, présente des « risques pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, et pour l'environnement », qui voit notamment un « risque de pollution des eaux de surface ». Poids lourd de la gestion des déchets en France, GDE a cependant déjà annoncé vouloir saisir le Conseil d'État. Depuis son autorisation, la décharge n'a été ouverte totalement que deux jours en octobre 2013, avant d'être bloquée pendant un an par des opposants. Le site avait déjà été condamné à la fermeture en 2014, car lors de ces deux seuls jours d'ouverture, GDE y avait déposé 1 856 tonnes de déchets illégaux. Cette décision avait été cassée par la cour d'appel de Caen. ●

Portugal Le pays a tourné aux seules énergies vertes pendant quatre jours

« La production d'énergie renouvelable a complètement couvert la consommation du pays en électricité pendant 107 heures, entre 6 h 45, le 7 mai, et 17 h 45, le 11 mai », a affirmé José Medeiros Pinto, secrétaire général de l'Association portugaise des producteurs d'énergie renouvelable (Apren). L'association, qui représente 93 % des entreprises produisant de l'énergie renouvelable au Portugal, se base sur des données fournies par l'entreprise REN, gestionnaire du réseau électrique. « La production des centrales au charbon et au gaz n'a pas complètement cessé pendant cette période. Mais elle a alimenté un surplus de production », exporté vers l'Espagne voisine, selon l'Apren. La météo a été favorable au parc éolien qui a produit près de la moitié de l'électricité. Selon des chiffres d'Eurostat, les énergies renouvelables, majoritairement l'hydraulique et l'éolien, sont passées de 32,4 %, en 2004, à 52,1 %, en 2014, de la production d'électricité nationale. ●

S.G.

Secret des affaires, poursuites judiciaires, démocratie... Lanceurs d'alerte: quelle reconnaissance? Et quels droits nouveaux pour les citoyens?

En ligne de mire, lanceur-se-s d'alerte, journalistes, syndicalistes, ou salarié-e-s



Sophie Binet
Secrétaire
générale
adjointe
de l'Ugict-CGT

Le 14 avril dernier, le Parlement européen a voté en faveur du projet de directive sur la protection du secret des affaires. La large coalition (du Parti socialiste européen au Front national) ainsi que le rare unanimisme au sein des groupes démontrent que les eurodéputé-e-s ne connaissaient pas le texte qu'ils ont voté. Et pour cause! La dernière étape avant l'entrée en vigueur de la directive, sa validation par le Conseil de l'Union européenne, institution représentant les États européens, a été repoussée au 25 mai pour... problème de traduction de la directive. Les eurodéputé-e-s ont donc voté un texte sans disposer de traduction dans leur langue d'origine, incroyable quand on sait à quel point le choix des termes est déterminant juridiquement! Cet épisode est à l'image du parcours de cette directive, élaborée en toute opacité à la demande de quelques multinationales françaises et américaines, et menaçant frontalement les libertés. En effet, la définition large et floue du secret des affaires permet de couvrir la quasi-totalité des informations internes à une entreprise, et la directive autorise à poursuivre quiconque révèle des secrets d'affaires, même si aucun bénéfice commercial n'en est retiré. En ligne de mire, journalistes, syndicalistes, lanceur-se-s d'alerte ou salarié-e-s utilisant chez un nouvel employeur des informations acquises sur leur lieu de travail précédent.

Les exceptions supposées protéger les libertés, introduites à la suite de notre campagne de mobilisation, sont bienvenues mais demeurent totalement insuffisantes. En effet, il reviendra dans tous les cas au juge de faire la part des choses entre protection des libertés, d'une part, et défense des intérêts économiques, de l'autre... La charge de la preuve est inversée: les entreprises devront seulement prouver qu'elles n'ont pas autorisé l'obtention ou la publication du secret d'affaire concerné tandis que les personnes poursuivies devront démontrer au juge qu'elles ont agi de façon compatible avec une des exceptions prévues.

La simple perspective des poursuites sera une intimidation permanente pour tous les enquêteurs ou lanceurs d'alerte potentiels, sans parler de l'effet au quotidien sur la mobilité des salariés. L'objectif: sortir une masse d'informations du débat citoyen, et notamment toutes celles relevant des questions fiscales ou sanitaires et environnementales. Mossack Fonseca, dirigeant le cabinet d'avocats dont ont fuité les révélations Panama Papers, a ainsi menacé de poursuites au nom du secret des affaires. Monsanto s'oppose à la publication des études scientifiques démontrant le caractère cancérigène de ses produits au nom du secret d'affaires...

Le procès d'Antoine Deltour, Raphaël Halet (les lanceurs d'alerte) et d'Édouard Perrin (le journaliste) dans l'affaire LuxLeaks est la parfaite illustration des dangers de cette directive. Le procureur a requis des amendes pour les trois et 18 mois de prison ferme en sus pour les deux lanceurs d'alerte en se référant entre autres à « la directive européenne sur le secret des affaires largement votée il y a deux semaines au Parlement européen ». Contrairement aux dénégations des partisans du texte, voilà, déjà, un cas où l'argument de protection des secrets d'affaires est utilisé pour poursuivre des journalistes et des lanceurs d'alerte en justice.

Plus de 580 000 citoyens européens, 50 organisations syndicales et ONG interpellent les chefs d'État européens, les appelant à ne pas valider la directive. Après avoir déclaré, le 4 avril dernier, à l'occasion de la révélation du scandale des Panama Papers, « ces lanceurs d'alerte font un travail utile pour la communauté internationale, ils prennent des risques, ils doivent être protégés », François Hollande serait bien inspiré de mettre ses actes en correspondance avec ses paroles! ●

Une agence indépendante pour garantir la parole et sa confidentialité

Mahaut Fanchini
Doctorante
à l'université
Paris-Dauphine

Il y avait quelque chose d'un peu absurde dans la façon dont le procureur luxembourgeois a cherché à creuser, et creuser encore, les motivations du lanceur d'alerte Antoine Deltour lors de son procès, alors que ce dernier les a expliquées maintes fois, et qu'elles tiennent en deux mots: éthique citoyenne. Un amer goût de mascarade est ressorti de ces échanges, comme si l'accusé n'avait rien à faire là, et que l'on passait à côté du débat qui aurait dû avoir lieu, celui sur la concurrence déloyale en matière de pratiques fiscales entre les pays européens.

C'est la même chose à chaque nouvelle « histoire » de lanceur d'alerte: on passe beaucoup de temps à définir et à essayer de comprendre les motivations de celui qui agit, comme si cela déterminait le sort que l'on devait faire aux informations révélées. Certes, on ne peut négliger la dimension contextuelle, qui nous permet de mesurer l'importance et la nature des informations. Mais il conviendrait de déplacer le regard, pour se concentrer moins sur la personne du lanceur d'alerte que sur ce qu'il dit.

UNE VASTE MOBILISATION CITOYENNE ET SYNDICALE

Dans une lettre ouverte adressée au président de la République, plusieurs dizaines d'organisations syndicales et ONG citoyennes européennes rappellent qu'« il y a urgence à renforcer les libertés et la capacité des citoyens et citoyennes à accéder aux informations et à agir pour défendre et garantir l'intérêt général, en renforçant la liberté de la presse et les libertés syndicales, et en protégeant les lanceurs d'alerte. ONG, organisations syndicales ont, pourtant et de longue date, mis à disposition des propositions précises » afin de « créer un statut global pour les lanceurs d'alerte ou de protéger les sources des journalistes ».

Parmi les mesures préconisées dans ces pages « Débats & Controverses » (1), la possibilité d'une agence nationale, indépendante, qui recueillerait les informations, me semble particulièrement intéressante. Elle garantit que la parole du lanceur d'alerte sera prioritaire, puisque cette dernière sera maintenue anonyme. Cette proposition est amenée en même temps que d'autres mesures qui visent, elles, à... protéger la personne (référé conservatoire de l'emploi, réparation des dommages en cas de représailles, etc.), ce qui apparaît un peu contradictoire, si dans le même temps on lui avait garanti la confidentialité de son identité. Que craint-on à garantir l'anonymat de la personne qui révèle des informations cruciales?

Comme l'explique le philosophe et sociologue Geoffroy de Lagasnerie dans son ouvrage consacré aux lanceurs d'alerte, depuis Platon, l'homme qui s'avance pour parler dans la Cité déclame son nom et son identité. Mais dans le cas des lanceurs d'alerte, qui révèlent des informations qui les mettent en danger, il y a quelque chose de l'ordre du sacrificiel à être obligé de donner son identité. Finalement, se méfier de l'anonymat, n'est-ce pas être du côté des puissants? Autrement dit, du côté de ceux qui ont les moyens d'engager des poursuites-bâillons en diffamation, qui prendront des mois voire des années? À quoi sert l'identité du lanceur d'alerte à part cela? On sait combien les poursuites en justice sont coûteuses en temps, en énergie et en ressources pour les lanceurs d'alerte, quand elles sont souvent déjà « budgétées » par les entreprises auxquelles ils se confrontent, qui emploient de toute façon des avocats à plein temps.

Garantir l'anonymat est donc une façon de rétablir cette balance, en se concentrant sur les informations, et donc les pratiques, plutôt que sur le messenger. Une agence nationale chargée de recueillir les alertes devra être dotée des moyens adéquats. On ne peut ignorer qu'elle sera sûrement le récipiendaire de dénonciations calomnieuses, qui défendent des intérêts particuliers et dont il faudra trier celles qui ressortent de l'intérêt général. D'autre part, pour traiter correctement les alertes, il faudra que cette agence emploie, ou puisse faire appel à des juristes, fiscalistes, ou spécialistes sectoriels, qui pourront déterminer la gravité de l'alerte. En ce sens, il ne semble par incongru que cette agence soit du ressort du ministère de la Justice, à condition bien entendu que son indépendance soit garantie. Ce ressort permettrait d'engager des poursuites éventuelles lorsqu'un risque ou une fraude seraient avérés, au nom de l'intérêt public.

Dans l'idéal, ce dispositif permettrait de recueillir aussi bien des alertes qui ressortent du secteur privé mais également du secteur public, ce qui permettrait de clarifier les perspectives pour ceux qui ont besoin du dispositif. Bien sûr, les canaux internes resteraient disponibles, surtout s'ils fonctionnent, car il ne s'agit

pas de détériorer les relations employés-organisation, mais bien de fluidifier la circulation des informations.

Soyons bien certains que des lanceurs d'alerte, il y en aura encore, car nombreux sont ceux, déterminés, dont les convictions éthiques sont solides. Plutôt que de continuer à empiler les lois sectorielles (environnement, santé publique, corruption, etc.), il faut désormais passer aux actes. Un dispositif bien pensé et efficace permettra à la fois de traiter les alertes et de garantir la confidentialité à ceux qui se mettent en difficulté pour notre droit à l'information. ●

(1) Lire l'Humanité du mercredi 4 mai 2016.

Une législation globale, un traitement de l'alerte et un soutien aux victimes



Patrick Abate
Sénateur CRC
de la Moselle,
maire
de Talange

Un voleur... Telle est la nouvelle dénomination qu'a attribuée la justice luxembourgeoise à Antoine Deltour à l'origine des LuxLeaks. Alors que le procès de ce Vosgien de 30 ans est terminé, il risque une peine de 18 mois de prison ferme alors qu'il n'a agi que dans l'intérêt commun. Mais alors qu'est-ce qui différencie un lanceur d'alerte d'un voleur ? Un lanceur d'alerte est « une personne ou un groupe qui estime avoir découvert des éléments qu'il considère comme menaçants pour l'homme, la société, l'économie ou l'environnement et qui de manière désintéressée décide de les porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias, parfois contre l'avis de sa hiérarchie ». Cette personne c'est Edward Snowden, c'est William Binney, c'est Thomas Drake, c'est Irène Franchon, mais apparemment pas Antoine Deltour ! Tous ont en commun leur courage... Le courage de signaler un dysfonctionnement, un scandale dans l'intérêt général, et ce, malgré le risque de tout perdre. Car, oui, aussi étonnant que cela puisse paraître, le lanceur d'alerte n'est protégé pour l'instant par aucune loi.

Le droit d'alerte, tel qu'on l'entend en droit international, naît en 1863 avec le False Claims Act, dispositif fédéral protégeant les États-Unis de marchés frauduleux. C'est du mouvement des droits civiques américains inspiré des thèses sur la vérité antithétique de la violence, et des scandales des papiers du Pentagone (avec le lanceur d'alerte Daniel Ellsberg) puis du Watergate, que naît en 1972 le terme de « whistleblowing », créé par Ralph Nader. Puis c'est en 1977 qu'est créée la première grande fondation de défense des lanceurs d'alerte par des avocats spécialistes des droits de l'homme, et en 1978 la première traduction juridique de whistleblowing avec la protection de l'agent public lanceur d'alerte dans le Civil Service Reform Act, et la création de l'Office of Special Counsel, autorité gouvernementale de l'alerte.

Ainsi, à dater des années 1970, au fil de scandales et de crises politiques, sociales et morales et sous la pression des sociétés civiles, le droit d'alerte essaime dans le monde. Ce n'est qu'à l'aube des années 2000 que le phénomène arrive en Europe avec la grande loi britannique Public Interest Disclosure Act (Pida) de 1998.

La définition quant à elle s'est formée au fil des cinquante années autour de la notion de « whistleblowing », évoluant, à la suite des crises financières, sanitaires, environnementales, passant du « signalement de fraudes

comptables » à celui de « risque pour autrui », et donc au concept de « signalement dans l'intérêt général ». L'intérêt général c'est justement ce qui a poussé Antoine Deltour à agir. Cet homme se retrouve aujourd'hui dans le viseur des multinationales et du Luxembourg. Ainsi, pour avoir agi dans l'intérêt de tous, cet ancien auditeur du cabinet d'audit PWC s'est retrouvé attaqué par son ancien employeur pour « vol domestique », « accès frauduleux dans un système informatique », « divulgation de secrets d'affaires » et de « violation du secret professionnel ». Et pendant ce temps-là ? Eh bien, les multinationales contournent une grande partie de leurs taxes sur bénéfices, évitant de payer des milliards d'euros d'impôts.

LuxLeaks rappelle une histoire encore plus récente, celle des Panama Papers, qui est le fruit du courage d'un autre lanceur d'alerte resté anonyme. Cette affaire mêle un peu plus de 200 000 sociétés, plus de 500 banques dans ce qui est le plus grand scandale financier jamais révélé. Vous le devinez, un tel niveau d'opérations frauduleuses fait courir un risque énorme à l'économie mondiale. Ainsi, pour un pays comme la France, le manque à gagner de l'évasion fiscale, qui porte sur 60 à 80 milliards d'euros par an, est forcément compensé par la fiscalité qui pèse sur les particuliers et les entreprises qui ne se dérobent pas à l'impôt. J'ai d'ailleurs créé à la suite de la révélation de ce scandale le hashtag #Nobel-PrizeForWhistleblowers sur Twitter afin de permettre à tous d'émettre un appel à l'attribution de façon collective du prix Nobel d'économie aux lanceurs d'alerte qui dans cette affaire auront montré que, via le Panama et sûrement par ailleurs, il y a une solution pour régler la supposée si difficile question des déficits publics. Il s'agit de faire valoir la justice, l'intérêt général et l'efficacité économique, en outre une bonne manière de renouer avec les équilibres budgétaires.

EDWARD SNOWDEN
« LES RAPPORTS DE FORCES CHANGENT. NOUS REDÉCOUVRENTS QUE LA VALEUR D'UN DROIT NE SE MESURE PAS À CE QU'IL CACHE, MAIS À CE QU'IL PROTÈGE. »

D'un point de vue législatif, l'Assemblée nationale a adopté un amendement durant le projet de loi numérique visant à protéger « les lanceurs d'alerte de sécurité », et ce, en exemptant de peine « toute personne » qui, à travers un accès non autorisé – cela constitue un délit –, découvre une faille et en alerte immédiatement « l'autorité administrative ou judiciaire ou le responsable du système de traitement automatisé de données en cause ». En revanche, les amendements tendant à exempter de poursuites ces personnes ont été rejetés. Des poursuites donc, mais sans peine... tout bonnement insuffisant. Bien au contraire, les lanceurs d'alerte veillant à avertir les responsables de traitement des failles dans leurs systèmes doivent être exemptés de toute poursuite, sachant que le plus difficile et le plus long à endurer sont les poursuites.

Il faudrait aboutir à un statut général des lanceurs d'alerte, pour éviter notamment des procès scandaleux, comme le procès LuxLeaks. Il y a ainsi urgence à contribuer à l'amélioration de la protection des lanceurs d'alerte en les exemptant de toute poursuite administrative ou judiciaire dès lors que les autorités ne peuvent pas a priori faire état de leur mauvaise foi.

Aujourd'hui, nous faisons face à une législation sans définition globale du lanceur d'alerte, ni canaux sécurisés, ni autorité indépendante ; sans garantie de confidentialité ni possibilité d'anonymat, ni sanctions pénales pour les auteurs des représailles, ni fonds de dotation ni fondation pour les victimes. Or, pour qu'une législation soit efficace, il est essentiel que le triptyque : une législation globale, un traitement efficace de l'alerte et un soutien aux victimes soit respecté... ●

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR
L'HUMANITÉ.FR

LA CHRONIQUE DE BARBARA ROMAGNAN



Olivier Coré

Une autre répartition du temps de travail

Loin de la loi travail adoptée par le coup de force du 49-3 à l'Assemblée nationale mardi 10 mai, un collectif a lancé un appel, dans le magazine *Alternatives économiques*, pour remettre la réduction du temps de travail au cœur du débat. Cet appel s'appuie sur les convictions des signataires qui considèrent que nous devons partager le travail et les richesses afin d'avoir les moyens de vivre décemment ; que nous ne sommes pas uniquement des travailleurs et que notre humanité a besoin de temps libre, de temps bénévole à partager, de temps pour sa famille et ses amis, de temps pour soi, pour se réaliser pleinement. Il s'appuie aussi sur le bilan des 35 heures mises en œuvre en France sous le gouvernement gauche plurielle emmené par Lionel Jospin. Même si tout n'est pas rose, il en ressort de nombreux éléments très positifs : taux de chômage qui passe de 12 % à 8 % en trois ans et qui concerne toutes les catégories de chercheurs d'emploi, comptes sociaux équilibrés, balance commer-

« Notre humanité a besoin de temps libre, de temps pour sa famille, de temps pour soi, pour se réaliser pleinement. »

cial positive, stimulation de la négociation collective sans précédent, satisfaction de nombreux salariés du fait d'un gain de temps personnel, plus grande implication des pères de jeunes enfants dans la vie de famille, stagnation des temps partiels qui touchent principalement les femmes alors qu'ils augmentent dans le reste de la zone euro.

Depuis 1997, les conditions ont bien entendu changé, et ne pas le prendre en considération

nous conduirait à l'échec. Nous ne sommes plus dans la même situation au regard du niveau de la dette, du taux de croissance et de l'intégration européenne. De même, la révolution numérique et l'ubérisation changent, dans une certaine mesure, la nature du travail. Il n'est pas toujours exercé dans un même lieu, ni dans un temps déterminé, sa dimension collaborative s'accroît, certaines organisations deviennent moins hiérarchiques (ce qui ne signifie pas pour autant la fin du rapport de subordination).

Plus concrètement, pour partager autrement le travail, encore faut-il pouvoir distinguer ce qui est du travail de ce qui ne l'est pas. Il faut aussi pouvoir compter ce temps passé au travail, et savoir qui effectue le travail. Mais si les conditions de mise en œuvre changent, une autre répartition du temps de travail n'en est pas moins nécessaire et souhaitable, d'une part parce que la révolution numérique, tout en créant de nouveaux emplois, en détruit énormément – il faudra donc répartir ce qui existe et prendre le temps de se former pour intégrer les évolutions ; d'autre part parce l'aspiration à une vie meilleure pour tous n'a rien perdu de son actualité. ●

MORANO RÉCIDIVE
« Vous arrivez à la gare
du Nord, c'est l'Afrique,
ce n'est plus la France. »
Nadine Morano, eurodéputée
LR, hier sur Canal Plus.

BUGALED BREIZH : DERNIÈRE BATAILLE

Les proches des cinq marins morts dans le naufrage du *Bugaled Breizh* contesteront demain devant la Cour de cassation le non-lieu rendu dans cette affaire. Leur espoir : que la justice ne referme pas le dossier.

LYCÉES

Cannabis : Valérie Pécresse droguée à la démagogie réac'

Le financement de dépistage salivaire pour détecter les consommateurs de cannabis dans les lycées vient d'être adopté par le conseil régional d'Île-de-France. Cette mesure, inefficace aux yeux des spécialistes, sert à détourner les regards de la politique austéritaire de la région.

Valérie Pécresse ne redescend plus de son délire réac. Elle est accro, la présidente de la région Île-de-France. « Addict » aux mesures droitières et sécuritaires. Après la suppression du tarif réduit de transport pour les étrangers en situation irrégulière, après la fin du pass contraception destiné aux lycéens, après avoir refusé de subventionner les logements sociaux dans les villes populaires, Valérie Pécresse refait parler d'elle en faisant adopter, jeudi dernier, une nouvelle mesure choc. La région va financer des tests salivaires pour détecter la consommation de cannabis, ainsi que des éthylotests, après accord du conseil d'administration de chaque établissement.

C'est « une mesure de prévention », soutient la présidente LR de la région capitale, qui insiste sur la progression d'incidents liés à la consommation de stupéfiants dans les lycées. Citant une note du ministère de l'Éducation nationale, Valérie Pécresse rappelle que la consommation de drogues « a plus que doublé dans les lycées en trois ans, passant de 4 à 10 % des élèves ». Un fléau, selon elle, qui aggrave le décrochage scolaire.



« À LA
RENTÉE,
NOUS NOUS BATTONS
POUR QUE LES LYCÉES
REJETTENT
LES DÉPISTAGES
SALIVAIRES »,
A ANNONCÉ GIUSEPPE
AVIGES, DE L'UNION
NATIONALE
LYCÉENNE.

pas la différence entre les usages du cannabis. Il ne permettra pas de dire, à lui seul, si un jeune connaît une consommation excessive et problématique de cannabis, qui ne concerne que 15 % à 20 % des usagers de cette drogue, ou s'il s'agit d'une consommation épi-sodique, récréative et contrôlée, qui concerne la grande majorité des lycéens. » Avec un plus grand flicage, les jeunes en difficulté « vont se planquer », prévient aussi l'addictologue. Et les autres vont mal vivre une mesure vécue, à juste titre, comme un contrôle social de leurs pratiques. « Il faut au contraire créer un climat de confiance et permettre aux jeunes qui sont le plus en difficulté de solliciter une aide. » Au passage, le D^r Rigaud rappelle d'ailleurs « qu'une consommation mesurée de cannabis est bien moins dangereuse que la consommation excessive d'alcool, qui touche un jeune sur cinq ».

Mais, de cela, le plan Pécresse ne parle pas, ou très peu. Certes, il prévoit bien de désigner des référents « addiction et conduite à risque » et des « actions de formation des personnels » dans chaque établissement. Ce que la Région fait déjà. Mais aucun crédit supplémentaire n'est annoncé pour ce volet prévention, alors que de nouveaux financements sont prévus pour les dépistages salivaires, particulièrement chers. « La région vient de supprimer le pass contraception dans les lycées, qui ne coûtait que 20 000 euros, mais elle est prête à débours des sommes folles pour des tests coûtant de 8 à 10 euros à l'unité. Étant donné qu'il y a 480 000 lycéens en Île-de-France, cette mesure pourrait peser à hauteur de 4,5 millions d'euros », détaille Giuseppe Aviges.

Cela fait beaucoup d'argent pour une mesure inutile. Valérie Pécresse n'est pas dupe. Elle sait très bien que ce dispositif inefficace ne sera pas appliqué par les chefs d'établissement. En votant cette promesse de campagne, elle envoie un message à ses électeurs à peu de frais. Et cela évite de parler de la politique inégalitaire menée à la tête de la région. De faire silence, par exemple, sur les 300 postes d'insertion (en contrat unique d'insertion) qui viennent d'être supprimés dans les lycées de la région. Ou de la disparition du service Jeunes Violences Écoute. Trop cher, a expliqué l'austéritaire Valérie Pécresse. ●

À PEINE 15 % DES LYCÉENS ONT UNE CONSOMMATION PROBLÉMATIQUE DE CANNABIS. PHOTO N. TAVERNIER/REA

PIERRE DUQUESNE

La méthode employée n'aura que peu d'effet sur les jeunes

Tout cela n'est qu'une mesure « démagogique » et « inefficace », déplore Giuseppe Aviges, vice-président de l'Union nationale lycéenne (UNL). « Ce n'est pas en menant une politique de répression, stigmatisant les élèves, que l'on parviendra à diminuer la consommation de cannabis. » Le jeune militant dénonce aussi une mesure « illégale ». Une telle atteinte aux libertés ne relève pas selon lui des attributions de la région mais de la police nationale. Le choix laissé aux chefs d'établissement d'appliquer ou non cette mesure va aussi « créer une inégalité de traitement entre les élèves », estime le responsable national de l'UNL.

Président de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa), le D^r Alain Rigaud doute aussi de la mise en œuvre d'une telle mesure. « Le dépistage de mineurs nécessitera l'autorisation des parents, ce qui compliquera encore son application. » Mais, surtout, la méthode employée n'aura que peu d'effet sur les jeunes. « Un tel dépistage, dont la fiabilité est discutable, ne fera

TÉMOIGNAGE

« Manifestement, il faut s'immoler pour être entendu »

Le 27 avril dernier, Patrice, intermittent du spectacle, s'est immolé face à la caisse de retraite où son dossier n'avancait pas. Alors que son état est désormais stable, sa fille, Coraline, témoigne.

Marseille, correspondant régional.

Cela a commencé par un SMS reçu : « Bonjour. Je suis Coraline. La fille de Patrice, qui s'est immolé devant la caisse de retraite de Marseille. Toujours à l'hôpital, son état est stable. J'aimerais bien témoigner de son histoire auprès de vous. Pour lui, pour les autres, et nous tous, cela nous concerne tous. Bien à vous. » La suite se poursuit donc par le témoignage de Coraline, 24 ans, comédienne, qui parle de son père, Patrice, 61 ans, intermittent du spectacle. Depuis janvier, ce dernier monte son dossier de retraite. Depuis janvier, il affronte mille petits problèmes qui repoussent à chaque fois son règlement.

Patrice, « un vrai Parigot », a été modèle, figurant, chauffeur de salle, à Paris. Il y a rencontré la mère de Coraline. Lorsque celle-ci quitte la capitale pour Marseille et y fonder sa compagnie de théâtre, il suit et devient administrateur. Jusqu'à la séparation du couple. Il se tourne alors vers la photo mais des problèmes de santé l'assaillent : douleurs à la colonne vertébrale et au bras. Il touche désormais l'allocation adulte handicapé. C'est celle-ci qui devait prendre fin au 30 avril, soit la veille du jour où il pouvait faire valoir ses droits à la retraite. Patrice avait pris les devants, donc, en se rendant dès le début d'année à la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (Carsat), dans le 5^e arrondissement de Marseille.

Le 27 avril, on lui annonce que la personne qui traite son dossier est en vacances. Au-

cune perspective de voir ses droits à la retraite validés pour le 1^{er} mai. Patrice retourne chez lui, revient dans l'après-midi. Face à la Carsat, il se recouvre d'alcool à brûler et déclenche un briquet. Par chance pour lui, des jeunes passent par là et éteignent le feu avant que les pompiers ne prennent rapidement le relais. Brûlé au troisième degré sur 65 % du corps, il a d'abord été plongé dans un coma artificiel. Il se trouve toujours aujourd'hui dans le service des grands brûlés de l'hôpital de la Conception. Une première greffe a eu lieu la semaine dernière. Elle a pris. Une seconde a suivi. Patrice ne peut toujours pas parler. Alors, Coraline parle pour lui : « On m'a demandé s'il était suicidaire ou dépressif ou déséquilibré. Cela n'a rien à voir avec tout ça. Il est reparti chez lui puis il est revenu. Il a fallu des couilles, si vous me passez l'expression, une sacrée détermination, pour prendre cette décision. »

Des difficultés pour faire avancer son dossier de demande de retraite

Coraline décrit son père, comme un « militant de toujours ». « Toute sa vie il a été dans la rue. Encore lors des récentes manif à Marseille contre la loi travail. Toute sa vie, il a parlé pour les autres. Le 27 avril dernier, il l'a encore fait, mais d'une manière extrême. » Considère-t-elle son geste comme une prise de position politique ? Sans hésiter une seconde, elle répond : « Oui. » « Mon

père est parfois radical. C'est extrême ce qu'il a fait car il s'inflige de terribles souffrances. En France, des gens sont prêts à se foutre le feu pour que leurs droits soient reconnus. Or les immolations sont

toujours traitées comme des faits divers pour mieux les étouffer. »

Comme Patrice, de nombreux intermittents affrontent les pires difficultés pour faire avancer leur dossier de demande de retraite. Le cas de Patrice, lui, a été réglé dans les 48 heures qui ont suivi son immolation. « Mon père répétait tout le temps qu'à la caisse ils ne comprenaient rien au statut d'intermittent », poursuit la jeune comédienne, également assidue de Nuit debout, qui s'empresse d'ajouter : « Mais ce n'est pas la faute des employés. Ils n'ont pas été formés à cela. J'ai reçu un mail d'un employé de la caisse qui est en "burn out" et qui me dit que les conditions de travail se dégradent et deviennent terribles. » Les dossiers n'avancent pas. Certains ne sont pas bouclés au moment de la date fatidique et il faut parfois aux intermittents contracter un prêt pour éviter de se retrouver sans ressources. « L'angoisse liée à la retraite grandit. C'est ce que je constate chez des gens qui sont dans l'entourage et de l'âge de mon père. » Coraline en veut au système, pas aux employés. « Vous vous rendez compte. Manifestement, il faut s'immoler pour être entendu. » •

CHRISTOPHE DEROUBAIX

CORALINE
« LES IMMOLATIONS
SONT TOUJOURS
TRAITÉES COMME DES
FAITS DIVERS POUR
MIEUX LES
ÉTOUFFER. »

Attentats Abdeslam muet... et surveillé

Manuel Valls a exclu, hier, sur Radio J, toute modification des conditions de détention de Salah Abdeslam, suspect clé des attentats du 13 novembre, qui a refusé vendredi de s'exprimer devant la justice. Son avocat français, M^e Frank Bertton, a expliqué en sortant que son client ne « comprenait » pas être « épié 24 heures sur 24 », « en dehors de tout cadre légal » : « Ça le gêne et ça ne le conduit pas à collaborer à l'instruction judiciaire. » Depuis son transfert en France, le 27 avril, Salah Abdeslam est placé à l'isolement sous vidéo-surveillance dans la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). Par ailleurs, les familles des victimes des attentats du 13 novembre seront reçues à partir de demain par les juges chargés de l'enquête. •

Pédophilie Barbarin refuse de partir

Alors que des associations de victimes et plusieurs personnalités politiques réclament la démission de l'influent cardinal Philippe Barbarin, ce dernier a confirmé, vendredi, rester à son poste au terme d'un entretien avec le pape François au Vatican. « On ne quitte pas le navire en pleine tempête ! » a-t-il expliqué au Figaro. Selon le prélat, le pape lui a « redit sa confiance » et conseillé « d'attendre paisiblement que la justice ait accompli sa mission ». Le cardinal Barbarin est visé par deux enquêtes préliminaires pour « non-dénonciation » d'agressions sexuelles commises sur de jeunes scouts entre 1986 et 1991. •

MARIE BARBIER

URGENCE
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES
l'Humanité

MOBILISATION EXCEPTIONNELLE POUR L'HUMANITÉ

☐ JE FAIS UN DON DE EUROS

Je libelle mon chèque à l'ordre de :
Presse et Pluralisme « Souscription Humanité »

Je retourne ce coupon complété et accompagné de mon chèque à :

L'Humanité - Secrétariat du directeur, 5, rue Pleyel
Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

..... Code postal.....

Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

NOUVELLE OPÉRATION CONDOR
« Il existe des efforts impérialistes pour inverser le mouvement politique et social dans notre région américaine », Fidel Castro et Evo Morales.

LES TALIBANS ÉTÉTÉS

Akhtar Mansour, le chef des talibans afghans, a été tué par un tir de drone américain au Pakistan, samedi. Il avait pris la tête de l'insurrection après l'annonce officielle, l'été dernier, du décès du mollah Omar.

Le monde en mouvement

ISRAËL

Netanyahou fait le choix de l'extrême droite

Coup double pour le premier ministre israélien. En se rapprochant des ultranationalistes, il torpille la conférence de Paris et les travaillistes. En visite à Tel-Aviv, Manuel Valls épouse les thèses de son homologue et éloigne l'idée d'une reconnaissance de la Palestine.

Moshe Ya'alon n'a jamais été un modéré. L'ancien ministre israélien de la Défense, qui a rendu sa démission vendredi, s'est toujours opposé au gel de la construction des colonies. Ses rêves d'apartheid – il entendait interdire aux Palestiniens l'accès aux bus empruntés par les Israéliens –, sa préférence avouée pour « l'État islamique » plutôt que pour l'Iran et la guerre menée contre la bande de Gaza en 2014 n'auront pas suffi à le maintenir à son poste. Le premier ministre Benyamin Netanyahou tente d'ouvrir son gouvernement au parti d'extrême droite Israël Beïtenou et à son chef, Avigdor Lieberman, qui ferait son entrée à la Défense. Pour mémoire, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Benyamin Netanyahou de 2009 à 2012 puis de 2013 à 2015 s'imaginait prenant « une hache et coupant (les) têtes » des Arabes israéliens, considérés comme déloyaux. Il y a quelques jours, le même accusait pourtant le gouvernement de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas intensifier la colonisation alors même que l'exécutif a approuvé mi-avril la construction de deux cents logements dans les territoires palestiniens. Lieberman a enfin conditionné son entrée dans la coalition à l'application de la peine de mort pour les auteurs d'attentats anti-israéliens. Pour le député communiste Dov Khenin, de la Liste arabe unie, le rapprochement avec Lieberman s'inscrit dans la « continuité directe du tournant à droite de Netanyahou au cours de la dernière année ».



AVIGDOR LIEBERMAN PROTÉGÉ PAR LA POLICE LORS D'UN DÉPLACEMENT À LA PORTE DE DAMAS, À JÉRUSALEM, LE 9 MARS 2016. PHOTO THOMAS COEX/AFP

Leurs tentatives de rapprochement avec le Meretz (gauche sioniste) ont également échoué et les travaillistes vont désormais devoir s'employer à clarifier la ligne. « Nous sommes un parti de centre gauche, pas un parti d'extrême gauche », explique à cet égard Isaac Herzog.

Avec ce remaniement, Israël choisit clairement la voie du racisme, de la poursuite de l'occupation et non celle des négociations, alors que doit s'ouvrir à la fin du mois une conférence internationale à Paris. Ces pourparlers, qui visent à relancer le processus de paix et se tiendront, dans un premier temps, sans les parties israélienne et palestinienne, sont vivement critiqués à Tel-Aviv. En visite en Israël la semaine

Lieberman a conditionné son entrée dans la coalition à l'application de la peine de mort.

dernière, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, s'était vu opposer une fin de non-recevoir obligeant le premier ministre Manuel Valls, partisan d'Israël, à se rendre lui-même de Tel-Aviv à Ramallah afin de défendre l'initiative. Il a pourtant pris dès

hier, dans le quotidien palestinien *Al-Ayyam*, ses distances avec l'idée d'une reconnaissance de l'État palestinien en cas d'échec des négociations. « Dire aujourd'hui quand nous reconnaitrons l'État palestinien, c'est acter par avance l'échec de notre initiative », a-t-il avancé. Une manière de rassurer Benyamin Netanyahou sur la « partialité » française, dénoncée quelques jours plus tôt.

Autre sujet de discorde : une récente résolution de l'Unesco, votée par la France, condamnant les restrictions israéliennes à l'accès à l'esplanade des Mosquées et au mur occidental, en précisant que c'est un lieu saint musulman et un lieu culturel mondial. En septembre dernier, les incidents s'étaient multipliés autour des lieux saints alors que des extrémistes juifs profitaient des fêtes religieuses pour forcer l'accès autour de la mosquée Al-Aqsa. Dans le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, Manuel Valls a précisé : « Nous n'aurions pas dû voter en faveur de ce texte. Je le regrette. Le président (François Hollande) l'a dit également. » Ce rétropédalage place la prochaine conférence sous de mauvais auspices en validant les thèses défendues par Benyamin Netanyahou. ●

LINA SANKARI

Avec ce remaniement, Israël choisit clairement la voie du racisme

Cette alliance avec l'extrême droite signe également la fin des négociations en vue d'une coalition avec le chef du Parti travailliste, Isaac Herzog. Pour ce dernier, le premier ministre a laissé passer « une chance historique » de faire avancer le processus de paix en se tournant vers la droite ultranationaliste. Cet échec amplifie la crise au sein du Parti travailliste, dont certains membres, telle Shelly Yachimovich, l'ancienne dirigeante de la formation, avaient vivement critiqué l'idée d'une coalition avec le Likoud de Benyamin Netanyahou.

WAWRINKA, UN SUISSE BIEN À L'HEURE

À Genève, le tenant du titre de Roland-Garros, le Suisse Stan Wawrinka, s'est offert, samedi, son troisième titre de l'année – victoire face au Croate Cilic – et a fait le plein de confiance. Au premier tour, il sera opposé au Tchèque Rosol.

22

Le nombre de titres en Grand Chelem que compterait l'Américaine Serena Williams si elle s'imposait dans ce Roland-Garros 2016. Elle égalerait alors le record de Steffi Graf.

Soyons sports**ROLAND-GARROS**

« Tout le monde joue le même tennis... »

Début des Internationaux de France, hier, porte d'Auteuil, à Paris. Un rendez-vous décrypté par Nicolas Mahut, numéro 2 mondial en double, qui a appris au fil des saisons à garder les pieds sur terre...

Quarante-cinquième mondial en simple à 34 ans et surtout numéro deux mondial en double, l'Angevin Nicolas Mahut est une espèce en voie de disparition sur le circuit pro, celle des serveurs voléyeurs. Ce qui ne l'empêche pas de faire de la résistance, y compris sur la terre battue de Roland-Garros qu'il a appris à apprivoiser au bout d'une carrière pro commencée en 2000. Presque une autre époque.

Lorsqu'on n'est pas un crocodile de la terre battue, Roland-Garros, c'est de l'ordre du rendez-vous obligé, une case que l'on ne peut pas sauter dans la saison ?

NICOLAS MAHUT C'est vrai que la terre battue n'est pas ma surface de prédilection, mais contrairement à mon début de carrière, je n'y vais plus à reculons. Aujourd'hui, j'ai une meilleure approche de la terre, j'y vais pour jouer mon jeu d'attaquant, je ne joue plus à l'envers sous prétexte que c'est de la terre battue. En fait, en changeant ma manière d'appréhender cette surface, j'ai enfin trouvé du plaisir à y jouer.

À condition que la météo soit avec vous, ce qui ne semble pas être le cas pour cette première semaine...

NICOLAS MAHUT C'est vrai que la météo est un facteur important et qu'aujourd'hui, avec la technologie, on regarde de plus près la météo sur nos smartphones dans les heures qui précèdent notre match. Mais ce n'est pas une obsession non plus, les conditions météo sont les mêmes pour les deux joueurs. Personne n'aime vraiment jouer dans une atmosphère fraîche et humide.

Est-ce que sur terre battue et avec des conditions météo optimales, il y a encore de la place pour une surprise à Roland-Garros ; en clair qu'un attaquant déboule en finale comme le Hollandais Verkerk (1) en 2003 ?

NICOLAS MAHUT Il y a aujourd'hui une telle densité devant, parmi les dix meilleurs du monde, que ça me semble très difficile. Maintenant, le tennis n'est pas une science exacte et tout est possible. Mais les purs serveurs voléyeurs se comptent sur les doigts de la main. Il y a moi, Pierre-Hugues Herbert, mon partenaire de double... Pas grand monde en fait. C'est une réalité qui m'attriste.

C'est-à-dire ?

NICOLAS MAHUT Pour être clair, le tennis n'a jamais été aussi performant, mais il manque énormément de variété de jeu. Tout le monde joue le même tennis, sans variété, tout en puissance. Après tout, c'est normal, les jeunes qui arrivent ont grandi avec Nadal et Djokovic et ils veulent faire pareils qu'eux. Ils n'ont pas d'autres modèles. Moi, j'ai 34 ans et c'est différent, j'ai grandi en voyant jouer Stefan Edberg et Boris Becker et j'essayais

à mon tour de les imiter en servant et en volleyant le plus rapidement possible. Mais, c'est un jeu qu'il est devenu difficile de pratiquer face aux jeunes joueurs qui sont des machines à renvoyer.

Ce qui ne vous empêche pas d'être numéro deux mondial en double, où le côté physique du tennis compte moins...

NICOLAS MAHUT Oui, avec Pierre-Hugues Herbert, on est sur la dynamique d'une très bonne saison où on remporte des titres majeurs et on a bien l'intention de surfer sur cette vague positive jusqu'aux Jeux de Rio en août. On est en mesure de remporter l'or au Brésil et c'est un vrai objectif pour nous.

Revenons à Roland-Garros. C'est l'année ou jamais pour Nadal de reprendre les clés de son « royaume » terrien ?

NICOLAS MAHUT Moi, je n'ai jamais dit que Rafael Nadal était sur le déclin, je suis même un de ses plus fervents supporters. Il ne faut surtout pas l'enterrer et encore moins



« ON A BIEN L'INTENTION DE SURFER SUR CETTE VAGUE POSITIVE JUSQU' AUX JEUX DE RIO EN AOÛT », ESTIME NICOLAS MAHUT, 45^e MONDIAL ET SPÉCIALISTE DU DOUBLE. ICI, AVEC PIERRE-HUGUES HERBERT (À GAUCHE) À MONTE-CARLO, LE 16 AVRIL. PHOTO MICHAEL STEELE/GETTY IMAGES/AFP FORUM

à Roland-Garros, où il sait vraiment comment faire pour gagner. Et puis, il a montré avant d'arriver à Paris qu'il sait de nouveau gagner. Après, il y a clairement deux clients qui sont les finalistes de l'an dernier : Novak Djokovic et Stan Wawrinka. Enfin, pourquoi pas une surprise française, parce qu'on joue quand même à domicile...

Le facteur « plus » de la foule compte tant que ça à Roland Garros ?

NICOLAS MAHUT Bien sûr, ce n'est pas le public qui porte la raquette. Mais à un moment donné, il peut jouer un rôle, donner de l'énergie à un joueur, le galvaniser lorsque l'exploit est à portée de main... ♦

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
FRÉDÉRIC SUGNOT**

DÉBUTS DIFFICILES POUR LE FRANÇAIS BENOÎT PAIRE

Benoît Paire s'est fait peur. L'inconstant joueur français, tête de série numéro 19, a dû batailler en cinq sets pour se défaire du 137^e mondial, le Moldave Radu Albot, qui sortait des qualifications (6-2, 4-6, 6-4, 1-6, 6-4). Après avoir déroulé dans le premier set, l'Avignonnais âgé de 27 ans, qui s'est séparé de son coach quatre jours avant le début du tournoi de la porte d'Auteuil, a ensuite multiplié les fautes directes. Lors de cette première journée pluvieuse, le premier du top 20 à se qualifier a été le grand espoir australien Kirgios, 20 ans, qui a expédié l'Italien Marco Cecchinato en trois sets (7-6, 7-6, 6-4).

(1) Il sera battu par Ferrero 6-1, 6-3, 6-2.

FOOTBALL

L'annus horribilis de l'Olympique de Marseille

Battu en finale de la Coupe de France par le PSG (4-2), samedi, le club marseillais a vécu sa pire saison depuis vingt ans sur les plans sportif, administratif, financier et judiciaire. Et ce n'est pas fini...

Il fut un temps où les supporters de l'OM, malgré l'interdiction, célébraient les victoires et les trophées en allumant des fumigènes. Samedi soir au Stade de France, les Marseillais n'avaient plus que leurs yeux pour pleurer après la défaite logique en finale de Coupe de France face au PSG (4-2) et quelques excités, parmi les 20 000 supporters qui avaient fait le déplacement, ont mis le feu à des sièges du virage sud en quittant l'enceinte. Des actes scandaleux qui viennent clore une annus horribilis pour l'OM, la pire de l'ère Louis-Dreyfus entamée il y a vingt ans, tant sur les plans sportif et administratif que sur le plan judiciaire.

La pire saison de l'OM marquée par la démission de son entraîneur
Treizième en championnat, le pire classement depuis 2001, éliminé en seizième de finale de la Ligue Europa par l'Athletic Bilbao, sorti dès l'entame de la Coupe de la Ligue, l'OM s'est traîné toute la saison, marquée par la démission de son entraîneur argentin Marcelo Bielsa au soir de la première journée de Ligue 1. Son successeur, l'Espagnol Michel – remplacé en avril par son adjoint Frank Passi – n'a jamais réussi à trouver les clefs, et si les joueurs ont atteint la finale de la Coupe de France, c'est aussi grâce à un parcours facile. Scandant à chaque match « Dirigeants démission », les supporters se sont radicalisés progressivement avec des grèves d'encouragements, jusqu'à des incidents lors de la réception de Bordeaux au Vélodrome,



MICHY BATSHUAYI DEVRAIT ÊTRE VENDU PAR L'OM CET ÉTÉ. PHOTO THOMAS SAMSON/AFP

le 10 avril dernier, sanctionnés par un huis clos partiel lors des deux dernières rencontres à domicile.
Mis officiellement à la vente le 13 avril par sa propriétaire, Margarita Louis-Dreyfus, l'Olympique de Marseille ressemble à un champ de ruines. Insulté par les supporters et lâché par l'actionnaire, le président Vincent Labrune, en place depuis 2011, cristallise toute l'amertume.

Au sein du club, l'ambiance est explosive et les départs se sont enchaînés ces derniers mois. Mis en examen pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux, et association de malfaiteurs en vue de commettre ces infractions » dans l'affaire des transferts suspects, le directeur général, Philippe Perez, est poussé vers la sortie en février. Deux mois plus tard, c'est au tour d'Audrey Scarton, directrice financière

depuis plusieurs saisons, de claquer la porte...
Des événements qui ne risquent pas de rendre le club très attractif aux yeux d'éventuels repreneurs, dont on ignore même s'il en existe pour le moment. S'il n'est pas propriétaire de son stade qu'il loue 4 millions d'euros par an, loyer que la mairie veut augmenter, le club possède en revanche son centre d'entraînement et a remis la main sur la vente des abonnements, qui avait été déléguée aux supporters depuis l'ère Tapie. Mais avec un bilan déficitaire cette année en raison de sa 13^e place au classement qui entraîne une baisse des droits télé (environ 8 millions de moins sur les 42 reversés la saison dernière à l'OM par la Ligue de football professionnel) et des recettes billetterie en berne, l'OM va devoir trouver de l'argent.

Comme chaque saison, le club va donc vendre des joueurs pour tenter d'équilibrer ses comptes. Le gardien Steve Mandanda et le chef de la défense Nicolas Nkoulou vont partir libres sans indemnités de transfert. Lassana Diarra, le meilleur joueur de la saison, a annoncé qu'il ne resterait pas, et Benjamin Mendy et le buteur Michy Batshuayi seront vendus. En d'autres termes, en se séparant de ses dernières pépites, l'OM devrait s'affaiblir encore un peu plus... •

NICOLAS GUILLERMIN

10
C'EST LE NOMBRE DE DÉFAITES CONSÉCUTIVES DE L'OM FACE AU PARIS-SAINT-GERMAIN.

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES
HORS-SÉRIE

HISTOIRES DE FOOT ET DE FRANCE
Dix villes hôtes, dix stades, dix récits : une idée certaine de notre pays

ET DE FRANCE

8€

L'ARGENT MET-IL EN DANGER LE SPORT LE PLUS POPULAIRE DU MONDE ?
CAHIER PRATIQUE DÉTACHABLE UN MOIS DE COMPÉTITION PASSE AU Crible

En vente sur **l'Humanité.fr**

HISTOIRES DE FOOT ET DE FRANCE

Notre hors-série spécial Euro 2016

- Dix villes, dix stades, dix récits
- L'argent et le foot, des liaisons dangereuses
- Un cahier central détachable de 16 pages avec le calendrier des rencontres et les sélections nationales

DANS LES KIOSQUES À PARTIR DU 26 MAI

☐ Je souhaite recevoir le hors-série « Histoires de foot et de France » à 8 euros + 2 euros de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 10 euros x exemplaire(s) = euros.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à : l'Humanité/Service diffusion militante, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex. Téléphone : 01 49 22 73 47 (42).

HQ 21978

8€

Culture & Savoirs

THÉÂTRE

Une mouette qui bat des ailes désespérément

Le metteur en scène Thomas Ostermeier s'empare de *la Mouette*, de Tchekhov, sans nous convaincre. Et la distribution, remarquable, ne change rien à l'affaire.

Les deux premières répliques sont bien de Tchekhov, dans la traduction d'Olivier Cadot. « Pourquoi es-tu toujours en noir ? » demande Medvedenko à Macha. « Je suis en deuil... de moi-même », lui répond-elle laconiquement. Il nous faudra pourtant patienter un long moment avant de revenir au texte du dramaturge russe. Un long moment durant lequel Cédric Eeckhout et Bénédicte Cerutti, au premier plan devant un micro sur pied, s'engouffrent dans une parenthèse contemporaine où il est question de ramener sur le plateau les questions géopolitiques du moment : la guerre en Syrie, à laquelle, forcément, on ne comprend rien et le sort des réfugiés. Comble de l'audace : au fil d'un décompte, monde, Europe, France, 75 (Paris), 6^e (arrondissement), Ostermeier rajoute 49-3. Travail d'improvisation, rajouts obligés pour signifier... quoi, au juste ? L'interconnectivité entre les maîtres anciens et d'aujourd'hui, peut-être. Ostermeier, via Tchekhov et un « selfie » au beau milieu de nulle part, se moque du théâtre postmoderne, de ces cubes pour tout décor, de la nudité... chose qu'il pratique lui-même à satiété. Voudrait-il nous convaincre qu'il est capable d'autodérision ? Mais ces mêmes propos, chez Tchekhov, sonnent comme une charge contre le théâtre académique, l'impossibilité pour les jeunes gens de cette Russie au croisement de révolutions annoncées, de prendre des libertés pour faire du théâtre autrement et disent mieux que tout l'étouffement et le délitement de la société. On finit par se demander un peu, que viennent faire ces agapes dans *la Mouette*. Car il faut attendre le retour au texte de Tchekhov pour qu'enfin on se laisse happer par la puissance inaltérée de la pièce et le talent du metteur en scène allemand.

Dans l'adaptation, les personnages secondaires ont disparu

Les acteurs sont tous sur le plateau, assis sur une banquette qui court le long des murs. Arkadina, magnifique Valérie Dréville, ne quittera jamais ses énormes lunettes noires. Elle est cette mère tyrannique, plus préoccupée par ses amours avec un écrivain à la mode, Trigorine (François Lo-



LES ACTEURS SONT TOUS SUR LE PLATEAU, ASSIS SUR UNE BANQUETTE QUI COURT LE LONG DES MURS. PHOTO ARNO DECLAIR

riquet), que par son écorché vif de fiston Kostia (Matthieu Sampeur), terrorisée à la seule idée de vieillir, d'autant plus que l'apparition de Nina (Mélodie Richard) ne peut que l'inquiéter davantage. *La Mouette* est un éternel questionnement sur l'art et l'amour, sur la fragilité et la dureté des hommes et du monde, leur courage et leur lâcheté. Vivre par l'art et pour l'art jusqu'à en mourir. C'est cette réflexion qui irrigue la pièce, qui nous émeut et nous bouleverse, encore plus aujourd'hui où l'art est réduit au divertissement quand il n'est pas utilisé comme simple pansement à nos blessures sociales.

Dans l'adaptation d'Ostermeier, beaucoup de personnages secondaires (la domesticité) ont disparu. Tchekhov les aurait créés pour rien ? Pour meubler ? Or leurs rôles ne sont pas anodins pour mesurer combien *la Mouette* est une pièce qui

décline les subtilités de l'asservissement, les rapports de maîtres à contre-maîtres, etc. Restent Medvedenko, l'instituteur (Cédric Eeckhout), le médecin (Sébastien Pouderoux), Sorine, le frère d'Arkadina (Jean-Pierre Gos) et Macha (Bénédicte Cerutti). Ces quatre-là tiennent bon leurs personnages, saluons Bénédicte Cerutti qui survole sa partition avec une élégance retenue qui confère une détermination insoupçonnée à Macha. On est moins convaincu par le personnage de Trigorine qui, loin d'être un séducteur mondain, ressemble à ses intellectuels poussiéreux du très chic 6^e arrondissement de Paris. Dès lors, comment Nina peut-elle tomber amoureuse de ce type qui ne ressemble à rien ? On sait bien que l'amour

La Mouette est un éternel questionnement sur l'art et l'amour.

rend aveugle, mais bon... Quant à Nina, Mélodie Richard, toujours nimbée d'une lumière blanche, elle titube, broyée par ses défaites et avoue son amour pour Trigorine devant un Kostia effondré, touché en plein cœur, qui ne survivra pas à cet aveu terrible.

Il y a indéniablement des moments lumineux marqués par la présence de Valérie Dréville, comme cette partie de loto au plus près de l'intimité des protagonistes tandis que tout s'écroule autour d'eux. Mais aussi beaucoup d'égarements dans le parti pris d'Ostermeier, qui nous laisse un fort sentiment de déception... ●

MARIE-JOSÉ SIRACH

Jusqu'au 25 juin, à l'Odéon, place de l'Odéon, Paris 6^e. Réservations : 01 44 85 40 40.

THÉÂTRE

Le saccage est un jeu d'enfant

Après Levin, Ballard et Faulkner, Séverine Chavrier s'empare de *Déjeuner chez Wittgenstein*, de Thomas Bernhard. Un jeu de massacre familial drôle et cruel.

Sur grand écran, deux silhouettes enfantines chuchotent dans leur lit, plongées dans la pénombre. C'est peut-être un rêve, ou le prologue d'un jeu de massacre qui va s'étirer pendant plus de deux heures. Sous l'écran sont alignés trois lits à une place. Dans la maison de famille, deux sœurs, comédiennes ratées, reçoivent à déjeuner leur frère, un intellectuel enfermé dans une clinique psychiatrique.

Ils s'appellent Ritter, Dene, Voss, les noms des trois comédiens qui ont créé la pièce et lui ont donné son titre original. La traduction française, *Déjeuner chez Wittgenstein*, est plus explicite. S'il n'est jamais cité, le philosophe autrichien Ludwig Wittgenstein a évidemment servi de modèle au penseur abscons échappé de l'asile, écartelé jusqu'à la folie entre l'héritage familial et la volonté de se construire seul.

LES PALMIERS
SAUVAGES, D'APRÈS
WILLIAM FAULKNER,
MISE EN SCÈNE PAR
SÉVERINE CHAVRIER ET
CRÉÉE EN SEPTEMBRE
2014, EST REPRISE
À L'ODÉON
DU 3 AU 25 JUIN.

Après le Théâtre de Vidy, à Lausanne, où a eu lieu la création, les ateliers Berthier sont transformés en un grandiloquent champ de bataille. Des débris de porcelaine blanche jonchent le sol, des vinyles épars font office de tapis, une lourde table croule sous un monceau de vaisselle et de nourriture. Les acteurs trébuchent, chutent, se jettent des assiettes au visage. Enfants d'un gros industriel, vivant sous le regard des portraits grimaçants de leurs ancêtres, les sœurs et le frère sont incapables de déplacer un objet sans provoquer une catastrophe.

Drôle, tragique et rageur, le spectacle pousse l'exaspération et la haine de la famille à l'extrême, tout en provoquant des situations burlesques. Musicienne malmenant son piano préparé, comédienne à la présence évidente, Séverine Chavrier (1) a le sens du tempo et de l'outrance. Au plateau avec Laurent Papot, indispensable partenaire de folie, et Marie Bos, grande tige à la voix de vieille femme, elle fait de la scène un laboratoire, un terrain d'expérimentation d'où émergent beauté et laideur, rire et cruauté. Jusqu'à épuisement des combattants.

Et si tout n'était qu'un jeu, une comédie interprétée par trois vieux enfants que seule la musique peut apaiser ? « *La musique est très souvent le salut* », écrit Thomas Bernhard. Elle est la colonne vertébrale du théâtre de Séverine Chavrier. Aussi exigeant que délirant. ●

SOPHIE JOUBERT

Nous sommes repus mais pas repentis (*Déjeuner chez Wittgenstein*), conception Séverine Chavrier, au Théâtre de l'Odéon (ateliers Berthier) jusqu'au 29 mai.

(1) En résidence pour trois ans au Théâtre Roger-Barat d'Herblay avec sa compagnie, la Sérénade interrompue.



SÉVERINE CHAVRIER ET MARIE BOS TIENNENT LE RÔLE DE DEUX SŒURS, COMÉDIENNES RATÉES. PHOTO SAMUEL RUBIO

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE
DE JEAN-PIERRE
LÉONARDINI



Entrées et sorties de clones

Guy-Pierre Couleau dirige la Comédie de l'Est (Centre dramatique national d'Alsace). Il signe la mise en scène d'*Amphitryon* (1668) de Molière, en trois actes et vers libres (1). La matrice en est notamment tirée de l'auteur latin Plaute (III^e-II^e siècle av. J.-C.), qui inspirera aussi Kleist et Giraudoux. L'intrigue vaut de l'or. *Amphitryon*, général thébain vainqueur, rentre plus tôt que prévu. La veille, Jupiter a usurpé son apparence pour coucher avec Alcène, qui accueille son véritable époux comme s'il venait à peine de sortir de son lit. Mercure au pied léger a pris les traits du valet Sosie, qui n'en peut mais de voir son double, on dirait à présent son clone, lui filer des coups de bâton. De quiproquos en rebondissements, le dénouement advient avec la naissance à

venir d'Hercule, fruit de l'adultère divin. Vassiliev, au Français, traitait cela sous la forme de l'Annonciation. Guy-Pierre Couleau ne l'entend pas ainsi. Il parle d'« identité bafouée » et voit dans la figure de Sosie – qu'interprétait Molière – « l'autoportrait de l'artiste censuré, muselé, promis à la com-promission qu'exige

Le ton du jeu est soutenu dans le registre d'une alacrité corporelle de bon aloi.

l'argent qu'on lui donne. Molière se sait asservi, il se sait l'esclave du roi et de sa cour ». Et il prend le douloureux parti d'en rire.

Le ciel de Galilée et de Copernic surplombe le tréteau de la scène (scénographie de Delphine Brouard). Esquisse d'un nouveau cours du monde. Le ton du jeu est soutenu dans le registre d'une alacrité corporelle de bon aloi. Il revient à Luc-Antoine Diquéro, en Sosie, souffre-douleur drôlement ingénu, de donner le la d'un tempo vif. Formé à l'école Lecoq, il a l'oreille absolue dans la musique du geste et de la mimique. Face à lui, travesti en son double féroce, Mercure (Kristof Langromme) se montre vachard à souhait. *Amphitryon* (Frédéric Cherbœuf) et Jupiter (Nils Öhlund), relativement pareils, se meuvent respectivement dans la rage aveugle et l'arrogance absolue. Isabelle Cagnat dessine avec grâce une Cléanthis dansante. Jessica Vedel joue la Nuit en son entier mystère, tandis que Clémentine Verdier habite Alcène de toute sa vénusté blonde. L'ensemble procède d'un rare esprit de finesse. ●

(1) Présenté les 10, 11 et 12 mai au Théâtre de Sartrouville et des Yvelines (Centre dramatique national), le spectacle sera à La Réunion (8 et 9 septembre), à Mulhouse (6 et 7 octobre), à Sainte-Maxime (5 novembre), Istres (le 8), Bar-le-Duc (le 17), Béthune (22-25), Malakoff (du 30 novembre au 4 décembre), aux Célestins à Lyon (17-28 janvier 2017) puis à Dunkerque (10 et 11 mai 2017).

FESTIVAL

À Dijon: honneur aux femmes !

Parmi les treize spectacles programmés à Théâtre en mai, neuf – dont quatre créations – sont dirigés par des femmes.

Maguy Marin est la marraine de la quatrième édition du festival orchestré par Benoît Lambert dans le désir de conjuguer le nom des artistes au féminin. Maëlle Poésy et Myriam Marzouki en sont les figures de proue d'ouverture. Si cette dernière ne crée pas la surprise attendue avec *Ce qui nous regarde*, un projet ambitieux autour de la question du voile qui ne tient pas ses promesses, Maëlle Poésy nous enchante avec *Ceux qui errent ne se trompent pas*. Inspirée par la trame du roman le plus subversif de José Saramago, *la Lucidité*, qu'elle revisite avec Kevin Keiss et qu'ils enrichissent de multiples autres sources, elle signe une fable théâtrale percutante et jubilatoire.

Un matin d'élections, dans la capitale d'un pays inconnu, les membres du gouvernement attendent de pied ferme et dans l'excitation les résultats de leur réélection. Le champagne est prêt. Dehors, il tombe des trombes d'eau. Mais c'est un autre déluge qui s'abat sur eux : 80 % de leurs électeurs ont voté blanc ! Incompréhension. Stupéfaction. Manipulation. Il faut mener l'enquête et déclarer l'état d'urgence, l'état d'inquiétude contre « la peste blanche ». Les citoyens indociles et désobéissants sont raflés et interrogés en masse. Mais plus ils sont réprimés, plus ils se révoltent. Les murs de la ville se recouvrent de blanc. Des drapeaux blancs de toutes les tailles apparaissent aux fenêtres. Une grande vague humaine descend dans la rue, d'abord silencieuse puis scandant « blanc » sur tous les tons. Cette contestation (à laquelle toute identification est loin d'être fortuite) nous est rapportée en direct par une journaliste pataugeant sous la pluie. Dans leur bunker, les ministres analysent la situation, donnent des ordres, assiègent la ville avant de fuir pour mieux l'encercler. Prêts à tout pour reprendre le pouvoir. Une fable d'anticipation qui joue avec les codes du polar, décortique une mécanique qui s'emballe et met au jour cette « démocratie du gouvernement du peuple par et pour le peuple », devenue « le gouvernement des riches par les riches et pour les riches », que dénonçait le Nobel de littérature.

Avec l'inventivité et la vitalité dont elle est coutumière, Maëlle Poésy, qui porte bien son nom, multiplie les points de vue et de jeu. Avec quelques panneaux paravents, de la vidéo, elle déplace les lieux, les images, réorganise l'espace du plateau, réinvente des insurrections et des rêves portés par des comédiens formidables. ●

MARINA DA SILVA

THÉÂTRE

Et si le téléphone devenait dangereux ?

Au Théâtre de la Reine-Blanche, largement dédié aux sciences, sa directrice, Élisabeth Bouchaud, incarne dans *la Chair et l'algorithme* une victime de la technologie.

Amoureuse, affairée, agitée, hyperactive, Jeanne est une femme de son époque. Branchée, connectée de jour comme de nuit, téléphone portable en main, ordinateur ou tablette à proximité. Incarnée sur le plateau par Élisabeth Bouchaud, directrice du Théâtre de la Reine-Blanche, voilà une journaliste qui use et abuse de ces technologies « amusantes et qui facilitent tellement la vie ». On saluera au passage le respect au mot près du texte de Jean-Louis Bauer, exercice en fait indispensable pour que les 300 tops convenus avec la régie soient déclenchés au bon moment. Ainsi défile la bande-son, avec, comme s'ils étaient au bout du fil, amis, copines, amants, fils, grand-mère adorée, jusqu'au frangin qui, justement, conçoit des « applis », ces programmes informatiques qui chaque jour rendent ces boîtes magiques connectées de plus en plus magiques.

« J'ai toujours eu envie de partager cette culture scientifique. »

ÉLISABETH BOUCHAUD

Issue d'une famille très modeste immigrée de Tunisie, la patronne de ce théâtre lancé en 2006 par Nathalie Martinez et Nicolas Hervais dans le nord de Paris avoue avoir « toujours été attirée par les lettres, dès l'école primaire, mais en même temps par les mathématiques que je trouvais très amusantes ». Au résultat, un passage au conservatoire de Bourg-la-Reine « où j'ai rencontré des profs géniaux comme Cécile Grandin et Jean-Pierre Martino », alors qu'elle bossait « en troisième année d'école d'ingénieurs à Centrale » avant d'entamer une carrière de chercheuse et d'enseignante scientifique à l'Onera, (le centre français de recherche spatiale), au CEA et aujourd'hui à l'ESPCI (École supérieure de physique et de chimie de Paris).

« J'ai toujours eu envie de partager cette culture scientifique », s'enthousiasme-t-elle, d'où la volonté de programmer des spectacles en lien avec les sciences, d'accueillir des formes courtes comme les *Labos Origins*, de Marie-Odile Monchicourt, qui réunit sur la scène des chercheurs et des artistes qui théâtralisent la parole des premiers. Volonté aussi de participer à l'éveil aux sciences avec les écoles du quartier. Dans un autre univers, l'écrivaine Cécile Ladjali pilote des rencontres littéraires. Nancy Huston, Murielle Magellan, Mathias Énard, Lydie Salvayre, Lionel Trouillot sont déjà venus. Du cinéma italien est aussi au programme avec, à l'issue des projections, le partage d'un plat de pâtes aux saveurs de la région de tournage du film, cuisinées « par des copains physiciens italiens, qui ont trouvé un refuge, notamment au CNRS, depuis que Berlusconi a sabordé la recherche dans leur pays ». La science a aussi des recettes solidaires... ●

GÉRALD ROSSI



LA CHAIR ET L'ALGORITHME, « UNE COMÉDIE FUTURISTE » DE JEAN-LOUIS BAUER. PHOTO KFSTUDIO

Dans *la Chair et l'algorithme*, la question du sens des progrès scientifiques donc est posée

Jean-Louis Bauer qui a écrit « une comédie futuriste », avoue ignorer si l'avenir tournera aussi mal que son imagination. En tout cas, il nous raconte que vers 2030 les ordinateurs pourraient prendre les choses en main... Dans sa mise en scène, Antoine Campo appuie cette vision inquiétante, qui va jusqu'à remplacer les êtres de chair par des humanoïdes (Marie Chaufour). Dans *la Chair et l'algorithme*, la question du sens des progrès scientifiques donc est posée. « Aujourd'hui des ordinateurs battent des maîtres de go, et l'on marche vers l'inconnu », s'inquiète Élisabeth Bouchaud. Questionnement évident pour la comédienne qui est également docteur en physique à la ville. Une sorte d'agent double en somme.



COMPÉTITION

Une représentation pornographique de la guerre

L'acteur et réalisateur américain Sean Penn signe le pire film de la compétition.

THE LAST FACE, de Sean Penn.
États-Unis, 2h12.

Envoyée spéciale.

D'accord, la critique est affaire de goûts et l'unanimité une escroquerie. Mais avec le film de Sean Penn *The Last Face*, on franchit ce qui sépare un film qui déplaît de la scandaleuse imposture. La première phrase prononcée en voix off déclenchait des rires nerveux : « *La violence de la guerre en Afrique n'est comparable pour les Occidentaux qu'à la brutalité des rapports entre un homme et une femme qui s'aiment d'un amour impossible.* » L'obscénité d'un tel propos va s'illustrer jusqu'à la nausée. On craint le pire et il advient. L'Afrique en guerre, ce sont deux points rouges clignotant sur une carte. Le Liberia et le Soudan du Sud. Les Africains resteront un magma indistinct de victimes baignant dans l'horreur dont les assaille la sauvagerie d'indistincts « rebelles ». L'histoire d'amour, par ailleurs d'une stupéfiante niaiserie et crottée de moralisme, se déroule entre un médecin humanitaire (Javier Bardem) et une directrice d'ONG (Charlize Theron). L'estime que l'on entretenait pour l'acteur et réalisateur Sean Penn, pour ses engagements humanistes, se dilue dans ces visions racistes et sexistes. Surtout, il va esthétiser de mille effets l'abomination de la guerre, bafouant toute morale du regard au point qu'aux mouvements de la conscience se substituent ceux de l'estomac. Pourquoi, pourquoi, pourquoi, la programmation de cette abjection ? ●

D. W.

(Publicité)

DU 24 AU 28 MAI 2016

PIERRE PERRET
ANNE SYLVESTRE
SUISSA
DIDOUINGUES
OTTILIE [B]
ALAIN SOURIGUES
BOUSKIDOU
PIERPOLJAK

10 ANS

AUBERCAIL

ROMAIN DIDIER
SOIRÉE ANNIVERSAIRE
AVEC 10 ARTISTES
LES HURLEMENTS D'LEO
CHANTENT MANO SOLO
JÉRÉMIE BOSSONE
BAL DU GROLEKTIF

NOUVEAU LIEU :
L'EMBARCADÈRE
5, RUE ÉDOUARD POISSON
93300 AUBERVILLIERS
FACE AU THÉÂTRE DE LA COMMUNE
(CENTRE VILLE)

RÉSA INFO :
09 66 90 75 95
www.aubercail.fr
14€ | 9€ | 5€
PASS : 3 ou 5 JOURS

LOCATIONS : FNAC, CARREFOUR, GÉANT, FNAC.COM ET SUR VOTRE MOBILE
Prix hors frais de location.

MÉTRO : LIGNE 7, AUBERVILLIERS PANTIN 4 CHEMINS OU BUS 35 | 173 | 170 | 150 | COVOITURAGE

MAJORS PARTENAIRES : Bouygues, Orange, SFR, Free, Boule, L'Équipe, France 2, France 3, France 4, France 5, France 6, France 7, France 8, France 9, France 10, France 11, France 12, France 13, France 14, France 15, France 16, France 17, France 18, France 19, France 20, France 21, France 22, France 23, France 24, France 25, France 26, France 27, France 28, France 29, France 30, France 31, France 32, France 33, France 34, France 35, France 36, France 37, France 38, France 39, France 40, France 41, France 42, France 43, France 44, France 45, France 46, France 47, France 48, France 49, France 50, France 51, France 52, France 53, France 54, France 55, France 56, France 57, France 58, France 59, France 60, France 61, France 62, France 63, France 64, France 65, France 66, France 67, France 68, France 69, France 70, France 71, France 72, France 73, France 74, France 75, France 76, France 77, France 78, France 79, France 80, France 81, France 82, France 83, France 84, France 85, France 86, France 87, France 88, France 89, France 90, France 91, France 92, France 93, France 94, France 95, France 96, France 97, France 98, France 99, France 100.

COMPÉTITION

Une traque sans répit en forme de jeux d'arcade

Le réalisateur de *Basic instinct*, qui a travaillé en Hollande et aux États-Unis, réalise avec des acteurs français un film très réussi. Isabelle Huppert étonne à nouveau.

ELLE, de Paul Verhoeven.
2h10.

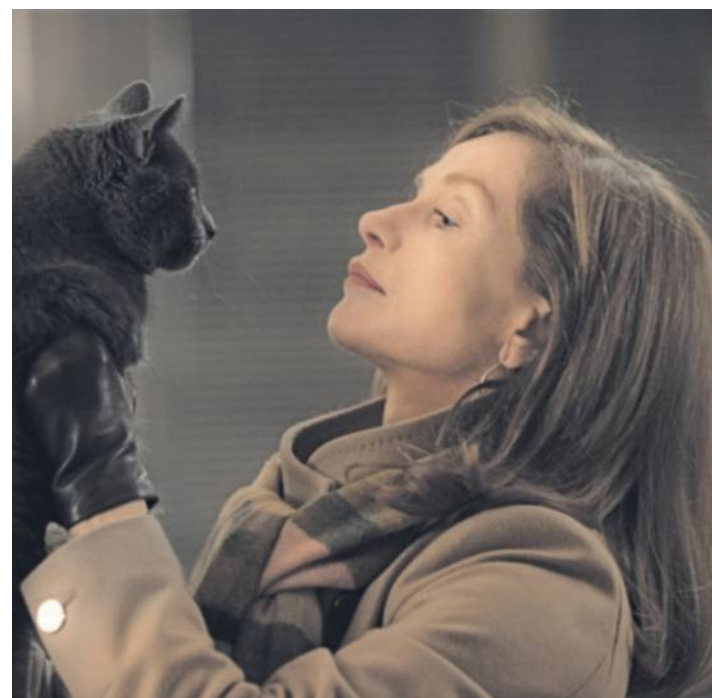
Cannes (Alpes-Maritimes),
envoyée spéciale.

Une agression violente et sans images entraîne à scruter l'écran noir tendu devant les cris enroués d'une femme entremêlés à des bruits de coups. Le seul spectateur aura été un chat, deux iris à l'indifférence d'agate. Pareille à celle d'un jeu vidéo, la scène peut être reprise. Le premier pari à la conquête du pouvoir est lancé. À l'étape initiale, la femme gît sur le sol de son salon où l'a clouée le corps d'un violeur. L'intrus, vêtu de noir et cagoulé de même s'enfuit par la porte-fenêtre. Elle rompt son immobilité pour rassembler ses abattis, jette à la poubelle les débris de vaisselle emportés dans le pugilat. Droite dans les escarpins qu'elle n'a pas songé à ôter, elle manie pelle et balayette, inhume au sale sa robe de soie. Elle n'oppose à ce qui vient de se passer ni rage ni résignation. On comprend qu'une partie commence. De la stratégie à risques mortels, le film saura rentrer les coutures, englobant dans cette élégance une tenue sans faille et l'absence de données psychologiques.

Une kyrielle de protagonistes

Le film est inventé à partir du roman de Philippe Djian *Oh...* David Birke en signe le scénario. Elle, c'est Michelle (Isabelle Huppert), patronne d'une entreprise de jeux vidéo créée avec son amie Anna (Anne Consigny). L'équipe est jeune. Les inventions traduisent le goût du jour en matière de sadisme en paliers, que transmutent de fascinantes plastiques. Ces images-là apparaîtront comme le reste à point nommé d'interrogations ou pauses de réorientation.

Michelle est animée d'un feu glacé. Retrouver son violeur. Le possessif ici apparie la proie à la chasseresse de haut vol qui an-



ISABELLE HUPERT INTERPRÈTE MICHELLE, UNE FEMME VIOLÉE QUI VA TRAQUER SON AGRESSEUR. PHOTO SBS DIST.

ticpe ensemble les traits et la cible. À chaque niveau de l'échafaudage participent une kyrielle de protagonistes minutieusement comptés. Michelle a une mère hors d'âge (Judith Magre), perchée du haut de ses liftings et des muscles d'un jeune fiancé désintéressé comme un agent de rechange. L'ex-mari de Michelle, Richard (Charles Berling), théorise les bouquins qu'il n'écrit plus. Ils ont un fils mou sur les bords arrimé à une mal nommée compagne par laquelle il est en train de devenir père façon nid de coucou. La très proche amie Anna est escortée d'un époux qui aime jouer les utilités. Introduisons un couple de voisins plein d'onction (Laurent Lafitte et Alice Isaaz) et il ne manquera plus que le père de Michelle. Un psychopathe auteur d'un massacre de masse dans le quartier d'enfance de la famille à Nantes, rue de pavillons bourgeois que l'actuel lieu de résidence de Michelle près de Paris réplique. Lui est voué à rester en centrale jusqu'à la fin de ses jours.

Aucun de ces rôles n'est secondaire et leurs interprètes d'une

perfection qui répond à toutes les nécessités.

Un travail cinématographique au scalpel

Celles d'un travail cinématographique au scalpel et à Isabelle Huppert qui ne cesse de nous faire sourire en coin, tout à la fois agréable comme peut l'être le citron sur la langue et remarquable remède contre l'amertume. C'est affaire d'une gradation qui, à chaque échelon, allie mine de rien ou presque les dimensions de la représentation. Des passerelles sont tendues entre la capacité du cinéma à projeter les inavouables désirs très humains et à les hausser aux dimensions de la mythologie. Sexe, sang, sperme, l'animalité se ramène. Michelle s'accorde tout ce qui lui sert, à la double distance de l'immanence de son objectif et de sa causticité. Et Dieu dans tout ça ? En pape à pied ou en statues de plâtre pour crèche de jardin, il n'apparaît pas au mieux de ses compétences à guider les consciences, surtout quand l'animalité se ramène. Qui va dire « *Game over* » ? ●

DOMINIQUE WIDEMANN

PUBLICATION

Une critique ambiguë de la technologie

Les éditions Agone publient la première traduction en français d'un recueil de textes de l'historien américain des sciences et des techniques David Noble. Un document stimulant, en dépit de certaines limites.

LE PROGRÈS SANS LE PEUPLE, de David Noble,

traduit de l'anglais par Célia Izoard. Éditions Agone, 2016, 20 euros.

Dans ce recueil de textes datant des années quatre-vingt, l'historien américain David Noble (1945-2010) se livre à une critique des technologies de l'information, du point de vue de leur impact sur le monde du travail, en termes de destruction d'emplois et de précarisation. Si cette démarche ne manque pas de résonances dans les débats contemporains sur les ravages, bien réels, du « capitalisme de plateforme », elle n'en est pas moins, ici, traversée d'ambiguïtés.

D'un côté, David Noble met ses pas dans ceux des luddites, ces briseurs de machines du début du XIX^e siècle, en prenant soin de rappeler qu'ils « n'étaient pas contre la technologie en soi », mais « luttait contre les rapports sociaux du capitalisme industriel ». Mais de l'autre, il entend montrer, en particulier à partir d'un retour sur la lutte des salariés britanniques du groupe d'aérospatial Lucas, à la fin des années soixante-dix, que la recherche d'usages non capitalistes de la technologie conduit les travailleurs dans l'impasse. C'est que, du point de vue de l'auteur, la réflexion sur des outils alternatifs pour le futur a toujours, peu ou prou, anéanti les capacités de résistance des travailleurs.

Globalement, le propos de David Noble reste donc sur une position défensive, et voit le rapport de l'homme à la machine uniquement comme une dépossession des capacités du premier au profit de la seconde.



L'AUTOMATISATION EST DIFFÉRENTE DE L'INFORMATISATION, OÙ L'OPÉRATEUR HUMAIN RESTE INCONTOURNABLE. PHOTO MARTIN BUREAU/AFP

D'ailleurs, David Noble ne distingue pas vraiment entre l'automatisation, qui vise à réduire la part du travail vivant, et l'informatisation, où l'opérateur humain reste incontournable (lire à ce sujet la tribune de Jean Lojkin et Jean-Luc Maletras, dans l'Humanité du 17 mai). Mais, sans doute, cette distinction qui fait sens aujourd'hui n'était pas aisément discernable dans les années quatre-vingt.

Du présent recueil, on retiendra le souci de replacer les préoccupations et l'expérience concrète des travailleurs au cœur des réflexions sur la technologie. Et ce n'est pas rien. ●

LAURENT ETRÉ

NOTRE CHOIX TÉLÉ

CÉSAR ET ROSALIE

France 5, 20 h 45.

Film de Claude Sautet, avec Yves Montand, Romy Schneider et Sami Frey.

Certains films marquent par la magie combinaison des comédiens. Grand classique de la comédie, le film de Claude Sautet restera inoubliable en raison de ses acteurs solaires, Romy Schneider, Sami Frey et Yves Montand. Trio d'amoureux amoureux de l'amour. Dire que Claude Sautet avait d'abord pensé à Catherine Deneuve...

PREY

France 3, 20 h 55.

Série créée par Chris Lunt, avec John Simm, Rosie Cavaliero, Craig Parkinson, Anastasia Hill.

Un homme seul contre tous essaye de se faire rendre justice. Accusé de l'assassinat des siens, il connaît la musique car il est flic. L'intrigue n'a rien de bien nouveau. Des séries et des films ont mis en scène le combat solitaire de personnages que tout accuse. Cette mini-série anglaise ne réinvente rien mais doit son efficacité à la qualité de son interprète principal, John Simm, qui se glisse à merveille dans la peau du traqué.

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Lundi à Saint-Cloud ●
R1 ● 1^{re} course à 13h47 ●
Plat - Handicap ● 16 part. ●
2.100 m. Corde à gauche ●

BASES

1. DEITEE
3. DONUTS REYOR
4. DIABOLO JAMES
2. FLAMBYSTER

CHANCES

11. KRISMAS BOURBON
9. STRIVEFORGREATNESS
8. STÉRÉO
16. COMBAT DES TRENTÉ

LE BON FAVORI :

DEITEE
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
KRISMAS BOURBON

Mardi à Chantilly (PSF) ●
R1 ● 3^e course à 13h47 ●
Plat - Handicap ● 17 part. ●
1.700 m. Corde à droite ●

BASES

14. INDIAN WALK
8. ALIOCHKA
3. XOTIC
6. HELLO MY LOVE

CHANCES

12. KRISPEN
7. MISTER SMART
9. LUCKY TEAM
5. ZLATAN IN PARIS

LE BON FAVORI :

ALIOCHKA
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
INDIAN WALK

Mots croisés

N° 21 928 par Martial Dubois

HORIZONTALEMENT

1. La croix et la bannière. **2.** Chemin de parc. Aigrelets. **3.** Chef-lieu de canton de la Mayenne. Lac pyrénéen, près de Bagnères-de-Luchon. **4.** Bien apporté par une femme en se mariant. Faisait son nid. **5.** Sur la croix. Filtre. **6.** État d'Europe. **7.** Dépouillés de la matière grasse. Pouah. **8.** À toi. Fleuve qui arrose Tomsk et se jette dans l'arctique. Verso. **9.** Courtaud. Rivière de Russie. **10.** Affirmation qui n'a aucun intérêt.

VERTICALEMENT

I. Technique de pêche à la ligne où l'on attire le poisson par un mouvement de va-et-vient. **II.** Avant nous. La voix publique. Grand véhicule. **III.** Faire perdre de sa fraîcheur. Crack. **IV.** Métal blanc. Fin de messe. Fleuve né au mont Viso. **V.** Sur la Saale. Coup de foudre. **VI.** Patrie de Luther. **VII.** Élimerais. Sélénium. **VIII.** Bouquiné. Résine malodorante. **IX.** Mieux que deux. Un jeu de ballon. **X.** Caractère d'une œuvre énigmatique.

SOLUTION : HORIZONTALEMENT. **1.** Difficile. **2.** Allée. Surs. **3.** Ernie. **4.** Dot. **5.** INRI. **6.** Italie. **7.** Écrémés. **8.** Ta. **9.** Ob. **10.** Dos. **VERTICALEMENT.** **I.** Dondinette. **II.** On. **III.** Cor. **IV.** Fé. **V.** Fé. **VI.** Lé. **VII.** É. **VIII.** Lu. **IX.** Ase. **X.** Esotérisme.

PIF



D'après C. ARNAL

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

www.humanite.fr

facebook.com/humanite.fr

twitter.com/humanite_fr



LA VILLE AUSSI PEUT RECHARGER SES BATTERIES

Avec les bâtiments à énergie positive, les villes sont désormais actrices de leur propre énergie. Grâce aux services énergétiques d'EDF et de ses filiales, les bâtiments peuvent consommer moins d'énergie et même la produire sur place.

Notre avenir est électrique. Et il est déjà là.

EDF 552 081 317 RCS Paris 75008 Paris - Photo : Laurent Chéhère - 3D : Waldo Lee

edf.fr/collectivites

L'énergie est notre avenir, économisons-la!